ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

Édition en langue française

Textes législatifs et réglementaires

Le prix du numéro : 1 DH. — Numéro des années antérieures : 1,50 DH.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

ABONNEMENT	MAROC		ETRANGER	DIRECTION ET ADMINISTRATION Abonnement et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE Rabat-Chellah Tél. 250-24 - 250-25 - 270-30 et 271-79 C.C.P. 101-16 à Rabat
	1 an	6 mois		
Édition complète	60 DH	35 DH	Par voie ordinaire ou aérienne, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la législa- tion postale en vigueur.	Prix des annonces : La ligne de 27 lettres : 1,35 DH (Arrêté n° 399-66 du 24 safar 1386/ 14 juin 1966)
Édition partielle	30 DH	20 DH		

Les annonces légales et judiciaires prescrites pour la publi cité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ». Les textes doivent parvenir, au plus tard, le jeudi pour être publiés dans le numéro à paraître le mercredi de la semaine suivante.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX**Heure légale.**

Décret n° 2-76-188 du 12 rebia II 1396 (12 avril 1976)
portant modification de l'heure légale 476

TEXTES PARTICULIERS**Province de Khouribga. — Incorporation au domaine public d'un terrain domanial sis à Oued-Zem.**

Décret n° 2-76-124 du 27 rebia I 1396 (29 mars 1976) constatant l'incorporation au domaine public d'un terrain domanial sis à Oued-Zem (province de Khouribga) .. 477

Province d'Oujda. — Expropriation d'une parcelle de terrain.

Décret n° 2-76-121 du 2 rebia II 1396 (2 avril 1976) déclarant d'utilité publique l'extension des locaux administratifs du service régional de l'Office national de l'eau potable dans la ville d'Oujda et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire (province d'Oujda) 477

Province de Settât. — Constitution d'une société coopérative.

Arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances n° 299-76 du 4 moharrem 1396 (6 janvier 1976) constatant la constitution de la Société coopérative Ettakadoum, province de Settât 478

Délégations de signature.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 72-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 478

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 73-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 478

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 74-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 479

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 75-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 479

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 76-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 480

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 77-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 480

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 78-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 480

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 79-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 481

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 80-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 481

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 81-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 482

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 82-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature 482

Hydraulique.

- Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 525-76 du 18 rebia I 1396 (20 mars 1976) portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans le cercle d'El-Kelâa-des-Srarhna, province d'El-Kelâa-des-Srarhna, au profit de M. Asraoui Ahmed 483
- Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 520-76 du 20 rebia I 1396 (22 mars 1976) portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans le cercle de Kasba-Tadla, province de Beni-Mellal, au profit de M. Rihani El Hadj. 483
- Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 526-76 du 20 rebia I 1396 (22 mars 1976) portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans le cercle de Marrakech-Banlieue, province de Marrakech, au profit de M. El Athamani Thami ben Abdeslam 483
- Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 527-76 du 21 rebia I 1396 (23 mars 1976) portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans le cercle de Sidi Bou-Othmane, province d'El-Kelâa-des-Srarhna, au profit de M. Zerrouk Ahmed ben Madani 483
- Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 528-76 du 21 rebia I 1396 (23 mars 1976) portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans le cercle de Kasba-Tadla, province de Beni-Mellal, au profit de M. El Madti ben Rahhou 483
- Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 524-76 du 24 rebia I 1396 (26 mars 1976) portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans le cercle de Sidi Bou-Othmane, province d'El-Kelâa-des-Srarhna, au profit de M. Zerrouk Mahjoub ben Madani 483

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS

- Décret n° 2-76-205 du 12 rebia II 1396 (12 avril 1976) instituant, à titre provisoire, une indemnité de zone en faveur des fonctionnaires et agents appelés à servir dans les provinces du Sahara récupéré 484

TEXTES PARTICULIERS

Ministère d'Etat chargé des affaires culturelles.

- Arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles n° 505-76 du 23 rebia I 1396 (25 mars 1976) portant nomination des membres des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires relevant du ministère d'Etat chargé des affaires culturelles, pour une durée de six ans, à compter du 15 mars 1976 au 14 mars 1982 484

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé du plan et du développement régional.

- Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du plan et du développement régional n° 377-76 du 23 safar 1396 (24 février 1976) fixant les modalités du concours sur épreuves en vue du recrutement des assistants de l'Institut national de statistique et d'économie appliquée 485
- Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du plan et du développement régional n° 443-76 du 6 rebia I 1396 (8 mars 1976) complétant l'arrêté n° 614-68 du 14 octobre 1968 fixant la liste des diplômés permettant le recrutement direct sur titres dans le cadre des ingénieurs d'application 485

Ministère des affaires administratives, secrétariat général du gouvernement.

- Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 3265, du 16 joumada I 1395 (28 mai 1975) 486

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

- Création d'emplois 486
- Nominations et promotions 487
- Concession de pensions militaires 488
- Concession de pensions civiles 490
- Concession de pensions 495

AVIS ET COMMUNICATIONS

- Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 497

TEXTES GÉNÉRAUX

**Décret n° 2-76-188 du 12 rebia II 1396 (12 avril 1976)
portant modification de l'heure légale.**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le décret royal portant loi n° 455-67 du 23 safar 1387 (2 juin 1967) relatif à l'heure légale, notamment son article premier,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'heure légale fixée pour le territoire du Royaume par l'article premier du décret royal portant loi susvisé n° 455-67 du 23 safar 1387 (2 juin 1967), sera avancée de soixante minutes à partir du 1^{er} mai 1976.

Ce changement s'effectuera dans la nuit du 30 avril 1976 au 1^{er} mai à 0 heure, où l'heure sera avancée de 60 minutes.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 12 rebia II 1396 (12 avril 1976).

AHMED OSMAN.

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-76-124 du 27 rebia I 1396 (29 mars 1976) constatant l'incorporation au domaine public d'un terrain domanial sis à Oued-Zem (province de Khouribga).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu le dahir n° 1-72-103 du 18 safar 1392 (3 avril 1972) relatif à l'Office national de l'eau potable ;

Sur la proposition du ministre des finances, après avis du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est mis à la disposition de l'Office national de l'eau potable, pour être utilisé en vue du fonctionnement du service public dont il a la charge et, de ce fait, est

incorporé au domaine public un terrain d'une superficie approximative de deux mille huit cents mètres carrés (2.800 m²), à distraire de la propriété dite « Dechra des Beni-Smir-Etat », titre foncier n° 77904 C., inscrite sous le n° 4/R au sommier de consistance des biens domaniaux d'Oued-Zem, et tel, au surplus, que ce terrain est figuré par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre des travaux publics et des communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 27 rebia I 1396 (29 mars 1976).

AHMED OSMAN.

Pour contreseing :

Le ministre des finances,

ABDELKADER BENSLIMANE.

Le ministre des travaux publics
et des communications,

AHMED TAZI.

Décret n° 2-76-121 du 2 rebia II 1396 (2 avril 1976) déclarant d'utilité publique l'extension des locaux administratifs du service régional de l'Office national de l'eau potable dans la ville d'Oujda et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire (province d'Oujda).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte dans la municipalité de la ville d'Oujda du 23 jourmada I 1395 (4 juin 1975) au 25 rejeb 1395 (4 août 1975) ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique l'extension des locaux administratifs du service régional de l'Office national de l'eau potable dans la ville d'Oujda.

ART. 2. — Est, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain figurée par un liséré rouge sur le plan au 1/200^e annexé à l'original du présent décret et désignée au tableau ci-après :

NUMÉRO de la parcelle	NUMÉRO DU TITRE FONCIER et dénomination de la propriété	NOMS ET ADRESSES DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	SUPERFICIE
1	Titre foncier n° 1894 D, Propriété dite « D'Jaâda »	Messieurs : Bouaziz Ghalam Charles, demeurant boulevard Aristide Briand à Oujda ; Bouaziz Léon Judas, demeurant rue Bernard Palissy à Oujda.	157 mètres carrés

ART. 3. — Le droit d'expropriation est délégué à l'Office national de l'eau potable.

ART. 4. — Le ministre des travaux publics et des communications et le directeur de l'Office national de l'eau potable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 2 rebia II 1396 (2 avril 1976).

AHMED OSMAN.

Pour contreseing :

Le ministre des travaux publics,
et des communications,

AHMED TAZI.

Arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances n° 299-76 du 4 moharrem 1396 (6 janvier 1976) constatant la constitution de la Société coopérative Ettakadoum, province de Settat.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME
AGRAIRE,

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le dahir portant loi n° 1-72-277 du 22 kaada 1392 (29 décembre 1972) relatif à l'attribution à des agriculteurs de terres agricoles ou à vocation agricole faisant partie du domaine privé de l'Etat, notamment son article 22 (4°) ;

Vu le dahir portant loi n° 1-72-278 du 22 kaada 1392 (29 décembre 1972) relatif aux coopératives agricoles d'attributaires de lots domaniaux et/ou d'attributaires de lots constitués sur d'anciens immeubles collectifs ;

Vu le décret n° 2-72-555 du 23 kaada 1392 (30 décembre 1972) portant approbation des statuts-type des coopératives agricoles d'attributaires de lots domaniaux et/ou d'attributaires de lots constitués sur d'anciens immeubles collectifs ;

Vu le dossier de constitution de la coopérative Ettakadoum, lotissement d'El Borouj,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. — Est constatée la constitution de la Société coopérative Ettakadoum, province de Settat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 4 moharrem 1396 (6 janvier 1976).

Le ministre de l'agriculture
et de la réforme agraire,

SALAH M'ZILY.

Le ministre de l'intérieur,

MOHAMED HADDOU ECHIGUER.

Le ministre des finances p.i.,

Le secrétaire d'Etat aux finances,

ABDELKAMEL RERHRHAYE.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 72-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME
AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Fassi Fihri Driss, directeur provincial de l'agriculture d'Oujda-Figuig, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture d'Oujda-Figuig, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 73-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME
AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. R'Quiouak Mohamed, directeur provincial de l'agriculture de Nador, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture de Nador, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 74-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Laâllan Lahcen, directeur provincial de l'agriculture d'Al Hoceima, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture d'Al Hoceima, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 75-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Tamsamani Mohamed, directeur provincial de l'agriculture de Tétouan, Tanger et Chaouèn, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture de Tétouan, Tanger et Chaouèn, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 76-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME
AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Alaoui Lakhnati El Mahdi, directeur provincial de l'agriculture de Taza, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de Taza, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 77-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME
AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Saïfeddine M'Hamed, directeur provincial de l'agriculture de Fès, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture de Fès, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 78-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME
AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Rhellab Larbi, directeur provincial de l'agriculture de Meknès, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture de Meknès, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 79-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Hissem Lahoucine, directeur provincial de l'agriculture de Khenifra, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture de Khenifra, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 80-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Ghannam Mohamed, directeur provincial de l'agriculture de Khemissèt, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture de Khemissèt, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 81-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Lahrichi Abderrahman, directeur provincial de l'agriculture de Settat-Casablanca, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture de Settat-Casablanca, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 82-76 du 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976) portant délégation de signature.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le dahir n° 1-72-474 du 13 chaoual 1392 (20 novembre 1972) portant constitution du gouvernement, tel qu'il a été modifié ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, tel qu'il a été complété par le dahir n° 1-58-269 du 9 safar 1378 (25 août 1958), notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Lebbar Abdelhak, directeur provincial de l'agriculture d'El-Jadida, à l'effet de signer ou de viser, au nom du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, tous actes concernant les services relevant de la direction provinciale de l'agriculture d'El-Jadida, à l'exception des décrets et des arrêtés réglementaires et à l'exclusion des actes suivants :

Nomination aux fonctions de chef de service et de directeur de centre de mise en valeur agricole ;

Recrutement des assistants techniques ;

Organisation des concours de promotions du personnel et des commissions administratives paritaires valant notamment commission d'avancement, conseil de discipline ou commission d'examen des demandes de mise en disponibilité etc. ;

Mouvements du personnel à l'extérieur de la direction provinciale, détachement du personnel auprès des autres administrations et établissements publics ;

Démission des cadres classés dans les échelles de rémunération n° 7 et au dessus ;

Sanctions de toutes natures des chefs de service et sanctions autres que l'avertissement et le blâme pour le reste du personnel ;

Marchés de travaux conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 500.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures ou de transports conclus après appel à la concurrence, supérieurs à 100.000 DH ;

Marchés de travaux passés par entente directe, supérieurs à 50.000 DH ;

Marchés d'études, de fournitures et de transports conclus par entente directe quel que soit leur montant ;

Marchés de cession de bois et des produits forestiers quelle que soit la forme de leur passation et quel que soit leur montant.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1396 (20 janvier 1976).

SALAH M'ZILY.

Le Premier ministre,

AHMED OSMAN.

RÉGIME DES EAUX

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 525-76 en date du 18 rebia I 1396 (20 mars 1976) une enquête publique est ouverte du 5 mai au 7 juin 1976 dans le cercle d'El-Kelâa-des-Srarhna, province d'El-Kelâa-des-Srarhna, sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 3 l/s, au profit de M. Asraoui Ahmed, demeurant au douar Azzaba, fraction Ouled Fekroune, tribu Beni Ameer, cercle d'El-Kelâa-des-Srarhna, province d'El-Kelâa-des-Srarhna, pour l'irrigation de la propriété dite « Bouksksou », d'une superficie de 15 hectares, sise au douar Azzaba, fraction Ouled Fekroune, tribu Beni Ameer, cercle d'El-Kelâa-des-Srarhna, province d'El-Kelâa-des-Srarhna.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle d'El-Kelâa-des-Srarhna, province d'El-Kelâa-des-Srarhna.

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 520-76 en date du 20 rebia I 1396 (22 mars 1976) une enquête publique est ouverte du 5 mai au 7 juin 1976 dans le cercle de Kasba-Tadla (province de Beni-Mellal) sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 7 l/s, au profit de M. Rihani El Hadj, demeurant au douar Aït El Moussatine, commune de Guettaya, cercle de Kasba-Tadla (province de Beni-Mellal), pour l'irrigation de sa propriété d'une superficie de 14 hectares, sise au douar Aït El Moussatine, commune de Guettaya, cercle de Kasba-Tadla (province de Beni-Mellal).

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Kasba-Tadla (province de Beni-Mellal).

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 526-76 en date du 20 rebia I 1396 (22 mars 1976) une enquête publique est ouverte du 5 mai au 7 juin 1976 dans le cercle de Marrakech-Banlieue, province de Marrakech, sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 3 l/s, au profit de M. El Athamani Thami ben Abdeslam, demeurant au douar Ouled Hammou, fraction Ouled Dlim, cercle de Marrakech-Banlieue, province de Marrakech, pour l'irrigation de sa propriété dite « Agla », d'une superficie de 12 ha. 26 a. 13 ca., sise au douar Ouled Hammou, fraction Ouled Dlim, cercle de Marrakech-Banlieue, province de Marrakech.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Marrakech-Banlieue, province de Marrakech.

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 527-76 en date du 21 rebia I 1396 (23 mars 1976) une enquête publique est ouverte du 5 mai au 7 juin 1976 dans le cercle de Sidi Bou-Othmane, province d'El-Kelâa-des-Srarhna, sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 5,5 l/s, au profit de M. Zerrouk Ahmed ben Madani, demeurant au douar Ouled Amer, fraction Beni Hassan, tribu Rehamna, cercle de Sidi Bou-Othmane, province d'El-Kelâa-des-Srarhna, pour l'irrigation de la propriété dite « El Akoubia », d'une superficie de 25 ha. 60 a., sise au douar Ouled Amer, fraction Beni Hassan, tribu Rehamna, cercle de Sidi Bou-Othmane, province d'El-Kelâa-des-Srarhna.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Sidi Bou-Othmané, province d'El-Kelâa-des-Srarhna.

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 528-76 en date du 21 rebia I 1396 (23 mars 1976) une enquête publique est ouverte du 5 mai au 7 juin 1976 dans le cercle de Kasba-Tadla (province de Beni-Mellal), sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 2,5 l/s, au profit de M. El Maâti ben Rahhou, demeurant au douar Aït Ali, Aït-Karkait, cercle de Kasba-Tadla, province de Beni-Mellal, pour l'irrigation de sa propriété d'une superficie de 5 hectares, sise au douar Aït Ali, Aït Karkait, cercle de Kasba-Tadla, province de Beni-Mellal.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Kasba-Tadla, province de Beni-Mellal.

Par arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 524-76 en date du 24 rebia I 1396 (26 mars 1976) une enquête publique est ouverte du 5 mai au 7 juin 1976 dans le cercle de Sidi Bou-Othmane, province d'El-Kelâa-des-Srarhna, sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (1 puits), d'un débit continu de 2,4 l/s, au profit de M. Zerrouk Mahjoub ben Madani, demeurant au douar Ouled Amer, fraction Beni Hassan, tribu Rehamna, cercle de Sidi Bou-Othmane, province d'El-Kelâa-des-Srarhna, pour l'irrigation de la propriété dite « Sania », d'une superficie de 12 hectares, sise au douar Ouled Amer, fraction Beni Hassan, tribu Rehamna, cercle de Sidi Bou-Othmane, province d'El-Kelâa-des-Srarhna.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Sidi Bou-Othmane, province d'El-Kelâa-des-Srarhna.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Décret n° 2-76-206 du 12 rebia II 1396 (12 avril 1976) instituant, à titre provisoire, une indemnité de zone en faveur des fonctionnaires et agents appelés à servir dans les provinces du Sahara récupéré.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le décret n° 2-76-122 du 29 safar 1396 (1^{er} mars 1976) instituant un régime provisoire de rémunération en faveur des fonctionnaires et agents appelés à servir dans les provinces du Sahara récupéré,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué, à titre provisoire, au profit des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales concernés par le décret n° 2-76-122 du 29 safar 1396 (1^{er} mars 1976) susvisé, une indemnité de zone égale à 50% du montant du traitement de base afférent à leur situation statutaire ou d'assimilation.

ART. 2. — Dans les conditions définies à l'article premier ci-dessus les agents temporaires, occasionnels, journaliers d'une part et les appelés du service civil d'autre part, bénéficient d'une indemnité de zone égale respectivement à 50% du montant de leur salaire de base ou de leur rémunération.

ART. 3. — L'indemnité de zone définie ci-dessus est attribuée à compter de la date d'affectation dans les provinces concernées. Elle n'est pas cumulable avec l'indemnité spéciale des postes du Sud prévue par l'arrêté viziriel du 9 jourmada II 1357 (6 août 1938) ou par les textes qui l'ont complété ou modifié ou pris pour son application.

ART. 4. — Pendant la durée de leur affectation dans les provinces du Sahara récupéré les personnels, relevant des cadres cités à l'article premier du décret royal n° 1190-66 du 27 kaada 1386 (9 mars 1967) portant attribution d'une allocation de technicité et d'une prime de poste à certaines catégories de fonctionnaires, tel qu'il a été complété ou modifié, bénéficient du taux de la prime de poste des provinces où ils étaient en poste avant leur affectation dans les provinces du Sahara récupéré.

Les dispositions de l'article 3 du décret n° 2-76-122 du 29 safar 1396 (1^{er} mars 1976) susvisé ne leur sont pas applicables.

ART. 5. — La date de cessation du versement de l'indemnité de zone ainsi instituée sera fixée par décret.

ART. 6. — Le présent décret prend effet à compter du 29 hija 1395 (1^{er} janvier 1976).

Fait à Rabat, le 12 rebia II 1396 (12 avril 1976).

AHMED OSMAN.

Pour contresigning :

Le ministre
des affaires administratives,
secrétaire général du gouvernement,

M'HAMED BENYAKHEF.

Le ministre des finances,

ABDELKADER BENSILMANE.

TEXTES PARTICULIERS

MINISTÈRE D'ETAT CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES

Arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles n° 508-76 du 23 rebia I 1396 (25 mars 1976) portant nomination des membres des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires relevant du ministère d'Etat chargé des affaires culturelles pour une durée de six ans à compter du 15 mars 1976 au 14 mars 1982.

LE MINISTRE D'ETAT CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES,

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2-59-0200 du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959) portant application de l'article 11 du dahir portant statut général de la fonction publique relatif aux commissions administratives paritaires, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles n° 46-76 du 24 hija 1395 (27 décembre 1975) portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires relevant du ministère d'Etat chargé des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles n° 45-76 du 24 hija 1395 (27 décembre 1975) relatif à l'élection des représentants du personnel relevant du ministère d'Etat chargé des affaires culturelles appelés à siéger au sein des commissions administratives paritaires du 15 mars 1976 au 14 mars 1982 ;

Vu le procès-verbal dressé par la commission de dépouillement de votes en date du 7 rebia I 1396 (9 mars 1976),

ARRÊTE :

I. — REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION

ARTICLE PREMIER. — Sont désignés, pour siéger en qualité de représentants de l'administration, auprès des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires du ministère d'Etat chargé des affaires culturelles, pour une durée de six ans, à compter du 15 mars 1976 au 14 mars 1982 :

Commission n° 1 : administrateurs adjoints

Membre titulaire : M. Bel Hadi Mohamed ;

Membre suppléant : M. Himmi Othman.

Commission n° 2 : secrétaires, secrétaires documentalistes, secrétaires principaux et secrétaires documentalistes principaux

Membres titulaires : MM. Khoui Bouchaïb et Benthami Lahcen ;

Membres suppléants : MM. Mohamed ben Ahmed El Yemlahi et El Ouali Mohamed.

Commission n° 3 : agents d'exécution

Membres titulaires : MM. Khoui Bouchaïb et Benthami Lahcen ;

Membres suppléants : MM. Mohamed ben Ahmed El Yemlahi et El Ouali Mohamed.

Commission n° 4 : agent publics

Membres titulaires : MM. Khoui Bouchaïb et Benthami Lahcen ;

Membres suppléants : MM. Mohamed ben Ahmed El Yemlahi et El Ouali Mohamed.

Commission n° 5 : agents de service

Membres titulaires : MM. Khoui Bouchaïb et Benthami Lahcen ;

Membres suppléants : MM. Mohamed ben Ahmed El Yemlahi et El Ouali Mohamed.

II. — REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

ART. 2. — Sont élus, pour siéger en qualité de représentants du personnel, pour une durée de six ans à partir du 15 mars 1976, aux commissions administratives paritaires du ministère d'Etat chargé des affaires culturelles :

Commission n° 1 : administrateurs adjoints

Membre titulaire : M. Moujane Ali ;

Membre suppléant : M. Khibri Abdelhamid.

Commission n° 2 : secrétaires, secrétaires documentalistes, secrétaires principaux et secrétaires documentalistes principaux

Membres titulaires : MM. Djilali ben Bouazza et Belarbi Driss ;

Membres suppléants : MM. Sebbata Brahim et Anbari Abdelmalek.

Commission n° 3 : agents d'exécution

Membres titulaires : M. Chorafi Ahmed et M^{me} Cherkaoui Lalla Halima ;

Membres suppléants : M^{mes} El Abdi Essadiya et Beniouri Souad.

Commission n° 4 : agents publics

Membres titulaires : MM. El Faiz Ahmed et Lakhmarti Mohamed ;

Membres suppléants : MM. Lamrabet Abdelkader et El Hadi El Haj.

Commission n° 5 : agents de service

Membres titulaires : MM. Fawzi Bouchata et El Montafi Messaoud ;

Membres suppléants : MM. Matourzane El Houssaine et Belkhia Mahjoub.

ART. 3. — La présidence de la commission n° 1 sera assurée par M. Bel Hadi Mohammed et en cas d'empêchement par M. Himmi Othman. La présidence des commissions n° 2, 3, 4 et 5, sera assurée par M. Khoui Bouchaib et en cas d'empêchement par M. Benthami Lahsen.

Rabat, le 23 rebia I 1396 (25 mars 1976).

HADJ M'HAMED BAHNINI.

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT REGIONAL

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du plan et du développement régional n° 377-76 du 23 safar 1396 (24 février 1976) fixant les modalités du concours sur épreuves en vue du recrutement des assistants de l'Institut national de statistique et d'économie appliquée.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT REGIONAL,

Vu le décret n° 2-75-670 du 11 chaoual 1395 (17 octobre 1975) portant statut particulier du personnel enseignant-chercheur des établissements de formation des cadres supérieurs, notamment ses articles 35 et 40 ;

Vu le décret royal n° 401-67 du 13 rebia I 1387 (22 juin 1967) portant règlement général des concours et examens pour l'accès aux cadres, grades et emplois des administrations publiques ;

Vu l'arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du gouvernement n° 1204-73 du 22 kaada 1393 (18 décembre 1973) fixant la liste des établissements de formation des cadres supérieurs ;

Après avis du conseil de coordination,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le concours sur épreuves en vue du recrutement des assistants de l'Institut national de statistique

et d'économie appliquée est ouvert chaque fois que les nécessités de service l'exigent.

ART. 2. — Le nombre de postes mis en compétition et la date du concours sont fixés par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du plan et du développement régional.

ART. 3. — Le concours est ouvert :

Aux candidats justifiant d'une licence ou d'un diplôme équivalent et ayant accompli en vue du diplôme d'études supérieures au moins une année d'études sanctionnée par un certificat d'enseignement supérieur ;

Aux candidats justifiant d'un diplôme d'ingénieur d'application ou d'un des diplômes correspondants délivrés par les établissements de formation des cadres supérieurs dont la liste est fixée par l'arrêté n° 1204-73 du 22 kaada 1393 (18 décembre 1973) susvisé et ayant exercé pendant une année au moins les fonctions d'assistant dans l'un de ces établissements.

ART. 4. — Le concours comporte une épreuve écrite et une épreuve orale, notées chacune de 0 à 20.

L'épreuve écrite consiste en une interrogation se rapportant à la discipline principale du poste à pourvoir. Cette épreuve dont le sujet est choisi par le jury a une durée d'au moins 4 heures et est affectée du coefficient 2.

L'épreuve orale consiste en un exposé de trente minutes environ fait par le candidat devant le jury après une préparation de 2 heures, sur un sujet choisi par le jury, et appartenant à l'une des disciplines du poste à pourvoir. Cette épreuve, qui est affectée du coefficient 4, peut servir en outre à apprécier les aptitudes pédagogiques du candidat.

L'épreuve écrite et l'épreuve orale portent :

Sur les programmes de la licence et de la première année d'études en vue du diplôme d'études supérieures pour les candidats visés au premier paragraphe de l'article 3 ci-dessus ;

Sur les programmes de la division des ingénieurs d'application et des travaux réalisés pendant la première année en tant que faisant fonction d'assistant, pour les candidats visés au 2^e paragraphe de l'article 3 ci-dessus.

ART. 5. — Le jury du concours comporte outre le directeur de l'Institut national de statistique et d'économie appliquée, trois (3) membres au moins désignés par le directeur de l'Institut national de statistique et d'économie appliquée.

Le jury est présidé par le directeur de l'Institut national de statistique et d'économie appliquée.

ART. 6. — A l'issue du concours, le jury établit, par ordre de mérite, le classement des candidats dont il propose le recrutement.

ART. 7. — Les candidats sont déclarés définitivement admis par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du plan et du développement régional.

Rabat, le 23 safar 1396 (24 février 1976).

TAYEB BENCHEKHE.

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du plan et du développement régional n° 443-76 du 6 rebia I 1396 (8 mars 1976) complétant l'arrêté n° 614-68 du 14 octobre 1968 fixant la liste des diplômes permettant le recrutement direct sur titres dans le cadre des ingénieurs d'application.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT REGIONAL,

Vu l'arrêté n° 614-68 du 14 octobre 1968 fixant la liste des diplômes permettant le recrutement direct sur titres dans le cadre des ingénieurs d'application,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 614-68 du 14 octobre 1968 susvisé, est complété comme suit :

« Article premier. —
Institut des techniques de planification et d'économie appliquée (Algérie) : diplôme d'analyste de l'économie. »

ART. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter du 24 ramadan 1395 (1^{er} octobre 1975).

Rabat, le 6 rebia I 1396 (8 mars 1976).

TAYEB BENCHEIKH.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,
SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 3265, du 16 jourmada I 1395 (28 mai 1975), page 720, 2^e colonne.

Arrêté du ministre des affaires administratives, secrétaire général du gouvernement n° 564-75 du 22 rebia II 1395 (3 mai 1975) complétant l'arrêté n° 678-68 du 22 novembre 1968 fixant la liste des diplômes permettant le recrutement direct sur titres dans le cadre des ingénieurs d'Etat.

ARTICLE PREMIER. —

Au lieu de :

« École de statistique de l'Université de Madrid : diplôme de grade supérieur assorti de la licence ès sciences ou d'un diplôme d'ingénieur supérieur de l'Université de Madrid » ;

Lire :

« École de statistique de l'Université de Madrid : diploma de estatistica matematica assorti de la licence ès sciences ou d'un diplôme d'ingénieur supérieur de l'Université de Madrid. »

(Le reste sans changement.)

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté du ministre de la santé publique n° 442-76 du 2 safar 1396 (3 février 1976) sont créés au titre de l'exercice 1976, au titre du chapitre 73, article premier, les emplois suivants :

CRÉATION D'EMPLOIS

A compter du 1^{er} janvier 1976 :

A. — SERVICE ADMINISTRATIF CENTRAL

- 2 directeurs d'administration centrale.
- 8 administrateurs économes.
- 2 architectes.
- 5 adjoints techniques.

B. — DIVISION DE LA SANTÉ

- a) Services centraux :
1 assistant de faculté.
- b) Services extérieurs :
5 adjoints techniques.

A compter du 1^{er} avril 1976 :

A. — SERVICE ADMINISTRATIF CENTRAL

- 5 sous-économes principaux ou sous-économes.
- 6 secrétaires principaux ou secrétaires.
- 3 agents publics de 1^{re} catégorie.
- 5 agents publics de 2^e catégorie.
- 5 agents publics de 3^e catégorie.
- 10 agents publics de 4^e catégorie.
- 10 agents de service.

B. — DIVISION DE LA SANTÉ

b) Services extérieurs :

- 25 sous-économes principaux ou sous-économes.
- 7 agents publics de 1^{re} catégorie.
- 15 agents publics de 2^e catégorie.
- 20 agents publics de 3^e catégorie.
- 25 agents publics de 4^e catégorie.
- 64 agents de service.

C. — DIVISION DE LA PRÉVENTION

a) Services centraux :

- Subdivision de la prévention médicale et Institut d'hygiène :
2 secrétaires principaux ou secrétaires.
- Service central des statistiques sanitaires :
1 secrétaire principal ou secrétaire.

D. — SERVICE DE LA PHARMACIE

b) Pharmacie centrale et annexes :

- 1 secrétaire principal ou secrétaire.

A compter du 1^{er} mai 1976 :

A. — SERVICE ADMINISTRATIF CENTRAL

- 10 agents d'exécution.

B. — DIVISION DE LA SANTÉ

b) Services extérieurs :

- 80 agents d'exécution.

C. — DIVISION DE LA PRÉVENTION

a) Services centraux :

- Subdivision de la prévention médicale et Institut d'hygiène :
5 agents d'exécution.

D. — SERVICE DE LA PHARMACIE

b) Pharmacie centrale et annexes :

- 5 agents d'exécution.

A compter du 1^{er} juin 1976 :

A. — SERVICE ADMINISTRATIF CENTRAL

- 8 économes.

B. — DIVISION DE LA SANTÉ

b) Services extérieurs :

- 10 économes.

A compter du 1^{er} juillet 1976 :

B. — DIVISION DE LA SANTÉ

b) Services extérieurs :

- 50 adjoints de santé diplômés d'Etat.
- 290 adjoints de santé brevetés.
- Service du contrôle sanitaire aux frontières :
10 adjoints de santé diplômés d'Etat.

C. — DIVISION DE LA PRÉVENTION

a) Services centraux :

- Subdivision de la prévention médicale et Institut d'hygiène :
5 adjoints de santé brevetés.
- Service central des statistiques sanitaires :
10 adjoints de santé brevetés.
- Services extérieurs :
43 adjoints de santé diplômés d'Etat.
242 adjoints de santé brevetés.

D. — SERVICE DE LA PHARMACIE

b) Pharmacie centrale et annexes :

- 5 adjoints de santé brevetés.

Nominations et promotions

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Sont nommés et titularisés professeurs de l'enseignement secondaire du 2^e cycle (échelle 10) :

4^e échelon du 1^{er} octobre 1973 : M. Labib Benaïssa ;

3^e échelon du 1^{er} octobre 1973 : M. Midaï M'Barek ;

2^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1970 : MM. Chakor Ahmed et Farouk El Mostafa ;

Du 1^{er} octobre 1971 : M^{mes} Daoudi Roquia, El Azzouzi Najat et Fahsi Badia, MM. Agoumi Mekki, Alaoui Hisham Mohamed Mokhtar Rachid, Belarabi Mokhtar, El Achrafi Mohamed, Kabim Ahmed et Rhalmi Mohammed ;

Du 1^{er} octobre 1972 : M^{mes} Alaoui Cherif Fatima, Benabdellouahad Fatima, Boukhari Hlima, Bouzid Habiba, Chakir Rachida, Darkaoui Soufi Habiba, Hammoud Halima, Lahbabi Ratiba, Lakhmiri Aïcha, Lamzouken Khadija, Maniar Zahra, Medarhri Fatima, Nejjaï Nadia, Oudebji Zaïna et Tahtah Fatima, MM. Aanjaf Abdeslam, Abbad Mohamed, Aït Hamou Ahmed, Arrach Boukeur, Azzouzi Othman, Benhallam Abderrafi, Benhammane Abdelmajid, Benidamou Abderrahman, Benriah Farid, Benserghin Ahmed, Bolifa Ahmed, Boussairi El Maâti, Chafaï El Alaoui El Hassane, Chemlali Ahmed, Chenguiti Ansari Mohamed, Dahhani Tahar, Dialmy Abdessamad, Echchourafi Omar, El Hachemi Mustapha, El Hafidi Ahmed, El Joubari Abdeslam, El Khelil Abdelaziz, El Kochaïri Jamal Eddine, El Kouche Boukeur, El Mahmoudi Hassane, El Yahyaoui Abdelaziz, Enzari Mohamed Amine, Feriati Abderrahmane, Fizazi Abdelmalek, Ftouhi Mohamed, Houssaini Ahmed, Igueninni Abderrahman, Jarir Mohammed, Karrakchou Abdelhanine, Kinfni Abdelkader, Louati Abdelkrim, Lyazidi Lahmar, Mansour Abdellatif, Mejjali Abdellah, Memmes Abdellah, Nachti El Houssain, Nor Mohammed, Ouachi Mostafa, Ouchen Hassane, Ouisrani Ibrahim, Salim Redouan, Sallah Saïd, Sghir Abdellatif, Stoti Abdellah, Tag Boutayeb, Tazy Abdellatif, Wafi Larbi, Ward Abdellah, Zani Mohamed et Zerouale Mohammed ;

Du 1^{er} octobre 1973 : M^{mes} Abid Fatima, Aboulaïche Tamou, Aboulkassim Latifa, Agtay Safia, Alaoui Maria, Amrissi Khadija, Ani Khaddouj, Belakrimi Aïcha, Bellefqih Anissa, Ben Abdellah Houria, Benchekroun Amina, Bendich Malika, Benhami Fatima, Benjelloun Souad, Benmlih Hayat, Bennani Tazi Amina, Bennouna Ghizlane, Benzakour Fouzia, Berrada Lamine Najia, Boumadiani Lalla Aïcha, Bourakkadi Bahia, Boussemmane Zoubida, Brik Zohra, Cheraïgane Saïda, Dinia Hayat, El Alami Talbi Fatima, El Khalidy Aïcha, El Majri Khadija, El Yazidi Fatima, Fathi Hasna, Ferssiwi Touria, Filali Latifa, Gabbany Halima, Guassim Mina, Guessous Fouzia, Habibi Fatima, Hajji Khadija, Hejjamy Aïcha, Houari Fah Bahija, Houmid Bennani Fatima, Jouay Sadia, Jtiti Amina, Kadmiri Bahia, Khalfi Fatima, Khaneboubi Lalla Hafida, Kharchafi Assia, Kori Aïcha, Krafess Souad, Laaguel M'Bareka, Lahmil Noufissa, Laousy Naima, Mabrouk Halima, Madkour Aïcha, Majdi Fatima, Mdaghri Alaoui Aïcha, Mdaghri Alaoui Badia, Menouni Oumama, Mezouar Nouzha, Ouchelh Amina, Rochdi Zoubida, Sefiani Najat, Sekkat Khadija, Taïb Raghda, Tamouh Zahra, Tlemçani Saïda, Ziouate Ayada et Zouhair Zakia ;

MM. Aâdal Ahmed, Aârayzou Mohamed, Abahar Mohamed, Abdelmoumni Mustapha, Aboulkacem Sadiki, Aboulyaraa Ahmed, Aboussaoud Abdellah, Adnane Abdelaziz, Afa Lahoucine, Agharbi Boujemaâ, Ahmida Mohammed, Aïche Mohamed, Aït Bouchireb Mohamed, Aït El Haj M'Hand, Aït Lakhyar Abdellah, Aït Tabssir Saïd, Akhrif Mehdi, Alaoui Hassan, Alaoui Ismaïli Houcine, Al Figuigui Abdelhamid, Al Janati Nouredine, Allou Abdeslam, Allouch Mohammed, Amenzouy Mohamed, Amriqua Ahmed, Anajar Ibrahim, Aouni Abdelali, Asriri Jamal Eddine, Ati Ahmed, Attachi Omar, Attalbi Marzouk, Ayad Mostafa, Aziam Mohammed, Azizi Mohamed, Aznay Ahmed, Azough Ibrahim, Azrou Hassan, Azzimani Mohamed, Babahadi Larbi, Bachir Mohamed, Bahiaoui Abderrahman,

Bakkali Abdelaziz, Bakkali Mohamed, Barraïsou Ahmed, Bazzaoui El Kébir, Bekkal Hamadi, Belaabda Abdennebi, Bel Fakir Abdelkrim, Belkhyat Zougari Mohamed, Belouas El Mostafa, Belrhaba Abdeslam, Benazzou Mohamed, Bencharef Mohamed, Bendoudouh Baghdad, Benhammou Abdellah, Benkirane M'Hamed, Benlahcen Mohamed, Benmaïza Mohamed, Bennani Mohammed, Bennis Mohammed, Bentabbaâ Mohamed, Bentalha Mohamed, Benthani Lahcen, Benyachou Omar, Benyamna Salah, Benziane Hassan, Berhili Mohamed, Bizrane Mohamed, Boualame El Mahfoud, Boucham Mohammed, Boucharb Ahmed, Bouhajib Bouchaïb, Bouhalba Abdellah, Bouhouch Ahmed, Bouhout Mohamed, Boujibar Mohamed, Boukrab Ahmed, Boulachrat Tahar, Boumaela Bennouna Ahmed, Bour M'Barek, Bourguig Abdelghani, Boutaferdit Tahar, Boutayeb Ahmed, Chahbi Abdellatif, Changuiti Mohamed, Chebani Abdelkader, Cherqaoui Habib, Chibani Ahmed, Chiboub Mohamed, Chiguer Bouchta, Dachmi Mohamed, Dadi Ahmed, Dhissi Mohammed, Dinar Ibrahim, Douslimane Hassan, Draoui El Mofaddal, El Abbadi Ahmed, El Ajjaj Ahmed, El Alami Sidi Abderrahim, El Alj Mohammed, El Askry Mohamed, El Atmani Ahmed, El Ayadi Mohammed, El Ayoubi Saïd, El Baraka Mohamed, El Boury Mohammed, El Faïz Abderrahman, El Fekri Abdeslam, El Figuigui Mohamed, El Gherbi El Mostafa, El Ghouat Omar, El Guennouni Abdelkader, El Hadri Ahmed, El Hadri Ahmed, El Hamdaoui Moustapha, El Hammouti Atman, El Hilali Bouchaïb, El Houdi Mohammed, El Issami Omar, El Jaouhari Mustapha, El Jarari Tieb, El Jarroudi Tayeb, El Jihad Abdellah, El Kanouni Ahmed, El Kermouni Ahmed, El Madkour Mohamed, El Maizi Omar, El Mallah Mohamed, El Marzouqi Ali, El Messaoudi Al Hachmi, El Mossadeq Ismaïl, El Mouaïouy Abdellah, El Moueffeq Moulay Abdelhamid, El Moussouli Abdelmajid, El Omari Mohamed, El Ouardi Abdelhamid, El Ouazzani Touhami Abdeslam, Ennouhi Khalifa, Erbah Abdellah, Adi Ahmed, Errochdi Ahmed, Essaoui Abdellah, Ezzaki Abdelkader et Fadel Ahmed ;

MM. Fadi Driss, Faïk Kacem, Fakhri Ahmed, Fannane Abdelkader, Fertat Ahmed, Gseyra Mostafa, Guessous Abdelaziz, Hab Larbi, Hachimi Abdeulilah, Hamama Lahsen, Hamimach Mohammed, Hammani Azzeddine, Hannaoui Lahcen, Haouas Mohamed, Hares Mohamed, Hebbazi Abdelali, Hsain Abdelhamid, Hsaine Lahoussine, Ibn Khayat Zougari Abdelfettah, Idhamou Abdellah, Iraqi Ali, Ismaïli Ahmed, Jaâfar Mohammed, Jaouhari Mohammed, Jari M'Hamed, Jebbari Benaïceur, Jennan Lahsen, Kabbaj Azeddine, Kaddiou Mohammed, Karfa Mohamed, Karroute Mohammed, Kerzazi Moussa, Khaled M'Hammed, Khalid Mohamed, Khallaf Mohamed, Kharmach Mohammed, Khoudali Mohammed, Laâlej Driss, Lahbil Abdelkader, Lahgari Alaoui Abdelaziz, Lahmidani Hamid, Lakhal El Aïssaoui El Mokhtar, Lamina Mohamed, Lamrani Ahmed, Lghazaoui Saïd, Maâroufi Benaïssa, Machan Abdeslam, Mahfoud Abdeslam, Manssor Hossain, Mehdi Mohamed, Melouk Mohammed, Mezziane Ahmed, Mhamedi Ali, M'Hammedi Abdeslem, Miskini Abdelhamid, Mjida Mfeddal, Mkhaneh Rahhal, Molato Abderrahim, Mouadden Abderrahim, Moussa Mohamed, Nabil Kaddour, Naji M'Hamed, Nasri Abdelkader, Nasroullah Ali, Nemar Mohamed, Nouiti Mohammed, Ouadghiri Ahmed, Ouahabi Ahmed, Ouali Hach Abdeslam, Oufkir M'Hamed, Ouilali Abdelhaq, Oumahdi Ali, Ouzzi Ahmad, Rachdane Zitouni, Rachid Idriss, Radati Mohamed, Radouani Abdelaziz, Rahhali Abdelmajid, Rahili Ahmed, Rahmani Abdelkader, Rajaâ Abdallah, Rhabbari Abbès, Rhattas Mohammed, Rihani Mohamed, Rossi Mohamed, Saâdi Ahmed, Sab Mohammed, Sabiri Ahmed, Sabri Abdelmalek, Sabri El Hassan, Sabri Mostafa, Sahli Larbi, Sarsi Abdelkader, Sayarh Abdellah, Sebti Abderrahim, Sehbaoui Mohammed, Sekkioui Bouchta, Sektaoui Abdeslam, Semlal Ibrahim, Slaoui Azeddine, Slimani Ahmed, Slimi Abdeslam, Soudi Abdessalam, Souirti Mohamed, Taha Mansour, Tahiry Allal, Tahria Mohamed, Taïfi Mohamed, Taleb Abdelaziz, Taufik Ahmed, Tiblist Ahmed, Tilfani Mohammed, Tribak Lyedri Ahmed, Wahby Ahmed, Yammad Mustapha, Zerrabi Ahmed, Zeghli Abdellah, Zekari Amrani Mohamed Larbi et Ziad Ibrahim.

(Arrêtés des 11 mars 1974, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 27, 28, 29, 30 mai, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 20, 21, 23, 24, 25, 26 et 30 juin 1975.)

Concession de pensions militaires.

Par arrêté du ministre des finances n° 74 du 9 rebia II 1395 (21 avril 1975) sont concédées et inscrites au grand livre des pensions militaires; les pensions énoncées au tableau ci-après :

NUMERO d'inscription	NOM ET PRÉNOMS	GRADE	TAUX %	MONTANT annuel en DH	CHARGES de famille	JOUISSANCE
307144	MM. Jalfi Mohamed.	Lieutenant-colonel.	43,75	13.181,40	3 enfants.	1 ^{er} mars 1974.
307145	Abououbaïda Mohamed.	Sergent, M ^{le} 504/62.	30	2.829,00	5 enfants.	1 ^{er} septembre 1974.
307146	Lemkadden Ahmed.	2 ^e classe, M ^{le} 2410/68.	17,50	1.320,20		1 ^{er} novembre 1974.
307147	Sakhiri Mohammed.	2 ^e classe, M ^{le} 225/59.	40	3.017,60	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307148	Läftah Ghazi.	2 ^e classe, M ^{le} 2710/59.	38,75	2.923,32	2 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307149	Harfichi Abdelmajid.	2 ^e classe, M ^{le} 10537/64.	18,75	1.414,52		1 ^{er} janvier 1975.
307150	El Khomsy Lahoucine.	2 ^e classe, M ^{le} 4026/61.	33,75	2.546,12		1 ^{er} janvier 1975.
307151	Charnane Ahmed.	2 ^e classe, M ^{le} 24652/69.	15	1.131,60		1 ^{er} janvier 1975.
307152	Bekkar Mimoun.	2 ^e classe, M ^{le} 8650/66.	18,75	1.414,52		1 ^{er} janvier 1975.
307153	Zaïn Bachir.	Caporal, M ^{le} 770/60.	37,50	3.182,64	4 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307154	Fatmi Ismaël.	Caporal, M ^{le} 2959/57.	43,75	3.713,08		1 ^{er} janvier 1975.
307155	Hillal Ali.	Caporal, M ^{le} 2734/63.	27,50	2.333,92	3 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307156	Sakhmane Mohamed.	Caporal, M ^{le} 2200/59.	40	3.394,80	3 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307157	El Ouardi Bouazza.	Caporal, M ^{le} 2219/59.	40	3.394,80	5 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307158	Makhloufi Saïd.	Caporal, M ^{le} 3090/61.	32,50	2.758,28	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307159	Dadoun Abdelhadi.	Caporal, M ^{le} 11168/69.	13,75	1.166,96		1 ^{er} janvier 1975.
307160	Bourekba Ahmed.	Caporal, M ^{le} 2685/59.	38,75	3.288,72	2 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307161	Oucheikh Hammou.	Caporal, M ^{le} 570/67.	20	1.697,40	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307162	Astaf Saïd.	Caporal, M ^{le} 3949/61.	33,75	2.864,36	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307163	Boukôb Miloudi.	Caporal, M ^{le} 1164/59.	40	3.394,80	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307164	Chegreun Ahmed.	Caporal, M ^{le} 7431/67.	18,75	1.591,32		1 ^{er} janvier 1975.
307165	El Mahdaoui Lahcen.	Caporal, M ^{le} 7256/62.	17,50	1.485,24	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307166	Loutfi Abdelkader.	Caporal, M ^{le} 11352/66.	21,25	1.803,48	3 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307167	Saber Benaïssa.	Caporal, M ^{le} 1787/59.	40	3.394,80	5 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307168	Lağayed Hammou.	1 ^{re} classe, M ^{le} 3711/61.	33,75	2.546,12	4 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307169	Mahdoub Jilali.	Caporal, M ^{le} 513/62.	31,25	2.652,20	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307170	Chkam Bouazza.	1 ^{re} classe, M ^{le} 2446/59.	40	3.017,60	5 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307171	Saâd Mohamed.	1 ^{re} classe, M ^{le} 1995/59.	40	3.017,60	4 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307172	Daou Driss.	1 ^{re} classe, M ^{le} 890/57.	43,75	3.300,52	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307173	Louzi Abdellah.	2 ^e classe, M ^{le} 1555/63.	27,50	2.074,60	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307174	El Ghallaoui Lhoucine.	2 ^e classe, M ^{le} 3570/62.	31,25	2.357,52	4 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307175	Ben Rahou Larbi.	2 ^e classe, M ^{le} 16773/73.	3,50	282,92		1 ^{er} janvier 1975.
307176	Moncef Mohammed.	2 ^e classe, M ^{le} 18069/56.	41,25	3.111,92	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307177	Fassel Mohamed.	2 ^e classe, M ^{le} 1833/59.	40	3.017,60	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307178	Amidane Ennajem.	2 ^e classe, M ^{le} 3292/61.	33,75	2.546,12	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307179	Boujemaâ Abdellah.	2 ^e classe, M ^{le} 1527/70.	11,25	848,72		1 ^{er} janvier 1975.
307180	Mayara Mohamed Salem.	2 ^e classe, M ^{le} 2563/61.	33,75	2.546,12	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307181	Bentaïeb Mohammed.	1 ^{re} classe, M ^{le} 1077/61.	33,75	2.546,12	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307182	Al Fal Mohamed Ali.	2 ^e classe, M ^{le} 2946/61.	33,75	2.546,12	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307183	Sikraoui Lahcen.	2 ^e classe, M ^{le} 7229/67.	17,50	1.320,20		1 ^{er} novembre 1974.
307184	Abdeslem ben Ahmed.	2 ^e classe, M ^{le} 5113/C.	21,25	1.603,12		1 ^{er} novembre 1974.
307185	Lekhal Ahmed.	1 ^{re} classe, M ^{le} 4091/59.	40	3.017,60	2 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307186	Ghetouani Ahmed.	2 ^e classe, M ^{le} 9253/65.	18,75	1.414,52		1 ^{er} janvier 1975.
307187	Gharasse Brahim.	2 ^e classe, M ^{le} 3610/61.	33,75	2.546,12	4 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307188	Daih Hamdi.	2 ^e classe, M ^{le} 3716/61.	33,75	2.546,12	5 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307189	Oukellou Moha.	2 ^e classe, M ^{le} 2875/65.	22,50	1.697,40	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307190	Jakan Mohamed.	2 ^e classe, M ^{le} 2643/61.	33,75	2.546,12	4 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307191	Sabbani Ali.	2 ^e classe, M ^{le} 4948/64.	26,25	1.980,32	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307192	Latif Yabdih.	2 ^e classe, M ^{le} 4295/61.	35	2.640,40	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307193	El Karmel Mohamed.	2 ^e classe, M ^{le} 1586/70.	12,50	943,00		1 ^{er} janvier 1975.
307194	Moustahssine Mohamed.	1 ^{re} classe, M ^{le} 4696/64.	27,50	2.074,60		1 ^{er} janvier 1975.
307195	Amlaf Ahmed.	1 ^{re} classe, M ^{le} 17572/56.	46,25	3.489,12	3 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307196	Lamrini Ahmed.	1 ^{re} classe, M ^{le} 719/61.	33,75	2.546,12	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307197	Oufquir Ahmed.	2 ^e classe, M ^{le} 1753/61.	33,75	2.546,12		1 ^{er} janvier 1975.
307198	Boussari Abdellah.	2 ^e classe, M ^{le} 9915/68.	15	1.131,60		1 ^{er} janvier 1975.
307199	Boutahya Mohamed Fadél.	2 ^e classe, M ^{le} 3732/62.	31,25	2.357,52	5 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307200	Gaougaou Bouchta.	2 ^e classe, M ^{le} 8130/63.	18,75	1.414,52	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307201	Sifmani Abdelkader.	2 ^e classe, M ^{le} 3618/63.	27,50	2.074,60	2 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307202	Benraïja Abderrahman.	2 ^e classe, M ^{le} 10037/65.	17,50	1.320,20	2 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307203	Aterhaz Qaddour.	2 ^e classe, M ^{le} 284/67.	20	1.508,80		1 ^{er} janvier 1975.
307204	Gasmi El Houssine	2 ^e classe, M ^{le} 1098/62.	31,25	2.357,52	3 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.

NUMÉRO d'inscription	NOM ET PRÉNOMS	GRADE	TAUX %	MONTANT annuel en DH	CHARGES de famille	JOUISSANCE
307205	MM. Azim Mohamed.	2 ^e classe, M ^{le} 45941/68.	15	1.131,60		1 ^{er} janvier 1975.
307206	Bouflaiou Mohamed.	2 ^e classe, M ^{le} 10017/68.	17,50	1.320,20	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307207	Ghanem El Hassane.	2 ^e classe, M ^{le} 2110/59.	40	3.017,60	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307208	Bibouss Lahcen.	1 ^{re} classe, M ^{le} 18336/56.	45	3.394,80	5 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307209	El Kouch Ramdane.	1 ^{re} classe, M ^{le} 2837/59.	37,50	2.829,00	5 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307210	Bouskour Ali.	2 ^e classe, M ^{le} 2779/64.	26,25	1.980,32		1 ^{er} novembre 1974.
307211	Rizk Driss.	Caporal, M ^{le} 1778/65.	23,75	2.015,68	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307212	El Haddaoui Bouazza.	Caporal, M ^{le} 4344/59.	40	3.394,80	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307213	Dih Omar.	Caporal, M ^{le} 2690/61.	33,75	2.864,36	3 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307214	Mensouri Mohammed.	Caporal, M ^{le} 945/57.	43,75	3.713,08	6 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307215	Moussaoui Mohammed	Caporal, M ^{le} 3185/57.	42,50	3.607,00		1 ^{er} janvier 1975.
307216	Sabbar Amar.	Caporal, M ^{le} 22167/66.	18,75	1.591,32		1 ^{er} janvier 1975.
307217	El Ouarram Messaoud.	Caporal, M ^{le} 3417/59.	40	3.394,80	2 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307218	Brika Ahmed.	Caporal, M ^{le} 2386/61.	32,50	2.758,28	1 enfant.	1 ^{er} janvier 1975.
307219	Guerrouj Mohamed.	Caporal, M ^{le} 258/61.	35	2.970,48	4 enfants.	1 ^{er} janvier 1975.
307220	Laâguibi Mohammed.	Caporal, M ^{le} 2823/64.	27,50	2.333,92		1 ^{er} janvier 1975.
307221	Bennani Abdellaziz.	Capitaine, M ^{le} 18233/56.	45	10.863,36	4 enfants.	1 ^{er} juin 1974.

Concession de pensions civiles

Par arrêté du ministre des finances n° 172 du 12 ramadan 1395 (19 septembre 1975) sont concédées et inscrites au grand livre des pensions civiles, les pensions figurant au tableau ci-après :

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, ÉCHELLE ET ÉCHELON	NUMÉRO d'inscription	% des pensions	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
MM. Badaoui Mohammed (M ^e SOM 407.535).	Ex-préposé, échelle 2, 10 ^e échelon (finances) (indice réel 158).	205454	73,75	1 ^{er} -1-1975.	
Ouakir Hassan (M ^e SOM 412.745).	Ex-préposé, échelle 2, 6 ^e échelon (finances) (indice réel 139).	205455	50	1 ^{er} -1-1975.	
El Khatib Mohammed Mahfoud (M ^e SOM 508.998).	Ex-administrateur adjoint de classe exceptionnelle (intérieur) (indice 650).	205456	91,25	1 ^{er} -7-1972.	
Falah Mohamed (M ^e SOM 452.594).	Ex-surveillant, échelle 2, 4 ^e échelon (justice) (indice réel 133).	205457	56,25	1 ^{er} -5-1974.	
Bouskira Ahmed (M ^e SOM 562.386).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 126).	205458	81,25	1 ^{er} -1-1975.	
Sibaha Brahim (M ^e SOM 553.294).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 124).	205459	67,50	1 ^{er} -1-1975.	
Agharni Idar (M ^e SOM 403.288).	Ex-cavalier, échelle 1, 8 ^e échelon (agriculture) (indice réel 124).	205460	70	1 ^{er} -1-1975.	
Daoumy Ali (M ^e SOM 568.128).	Ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (agriculture) (indice réel 122).	205461	56,25	1 ^{er} -1-1975.	
Elyahiaoui Ahmed (M ^e SOM 451.432).	Ex-moniteur de 3 ^e classe (éducation nationale, enseignement secondaire) (indice réel 146).	205462	43,75	1 ^{er} -3-1975.	
Oudasse Mohamed (M ^e SOM 406.959).	Ex-agent de service, échelle 1, échelon exceptionnelle (éducation nationale, enseignement secondaire) (indice réel 131).	205463	92,50	1 ^{er} -1-1975.	
Aâdsa Mohamed (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 126).	205464	71,25	1 ^{er} -1-1974.	
Aqubour Lhoussine (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 126).	205465	73,75	1 ^{er} -1-1975.	
Bentaou Ali (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 126).	205466	75	1 ^{er} -1-1975.	
Boukoura Lahcen (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 126).	205467	73,75	1 ^{er} -1-1974.	
Dahbi Lahcen (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 126).	205468	73,75	1 ^{er} -1-1975.	
Jdid Aomar (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 124).	205469	67,50	1 ^{er} -1-1974.	
Lazreg Boujemaâ (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 126).	205470	70	1 ^{er} -1-1974.	
Oizzate Mohamed (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice 124).	205471	71,25	1 ^{er} -7-1972.	
Sekraoui Brik (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 124).	205472	73,75	1 ^{er} -1-1974.	
M ^{mes} Mezyane Zaïna, veuve Siyam Lahcen.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (intérieur) (indice réel 122).	205473	80/50	1 ^{er} -3-1975.	Réversion de la pension civile n° 204290 insérée au « Bulletin officiel » n° 3255, du 19 mars 1975 (arrêté n° 129 du 8 janvier 1975).
Al Younssi Zakia, veuve Tawfik M'Hamed.	Le mari, ex-caïd (intérieur) (indice réel 265).	205474	41,25/50	1 ^{er} -9-1974.	

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION. GRADE, ÉCHELLE ET ÉCHELON	NUMÉRO d'inscription	% des pensions	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
M ^{mes} El Massaoudi Menana, veuve Yahi Ahmed.	Le mari, ex-brigadier-chef, échelle 7, 8 ^e échelon (sûreté nationale) (indice réel 291).	205475	48,75/50	1 ^{er} -12-1974.	
Zariouh Amina, veuve Zariouh Mohamed.	Le mari, ex-brigadier, 3 ^e échelon (sûreté nationale) (indice réel 230).	205476	80/50	1 ^{er} -5-1975.	Réversion de la pension civile n° 24102 insérée au « Bulletin officiel » n° 3038, du 20 janvier 1971 (décret du 8 octobre 1970).
Assila M'Barka, veuve Abderjaoui Ali.	Le mari, ex-agent d'exécution, échelle 2, 9 ^e échelon (agriculture) (indice réel 153).	205477	20/50	1 ^{er} -12-1974.	
Essakhaouy Zahra, veuve Assody Omar.	Le mari, ex-huissier, échelle 1, échelon exceptionnel (justice) (indice réel 131).	205478	51,25/50	1 ^{er} -1-1975.	Réversion de la pension civile n° 200542 insérée au « Bulletin officiel » n° 3149, du 7 mars 1973 (arrêté n° 8 du 8 février 1973).
Kaddouri Chelha, veuve Benabdallah Bahal.	Le mari, ex-agent public de 4 ^e catégorie, échelle 2, 5 ^e échelon (santé) (indice réel 136).	205479	47,50/50	1 ^{er} -3-1974.	
Khadija bent Allal, veuve Benali Ali.	Le mari, ex-secrétaire, échelle 5, 8 ^e échelon (intérieur) (indice réel 192).	205480	75/50	1 ^{er} -4-1974.	
Khadija bent Jilali, veuve Bendahmane Mohamed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 188).	205481	56,25/50	1 ^{er} -3-1974.	
Hadhoum bent Mohamed, veuve Bounaïn El Mokhtar.	Le mari, ex-instituteur, échelle 7, 8 ^e échelon (éducation nationale) (indice réel 291).	205482	57,50/50	1 ^{er} -1-1975.	
Zekri Rkia, veuve El Hadad Ayad.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 122).	205483	80/50	1 ^{er} -7-1975.	Réversion de la pension civile n° 22948 insérée au « Bulletin officiel » n° 2983, du 31 décembre 1969 (décret du 3 décembre 1969).
Diky M'Barka, veuve El Hanchar Brahim.	Le mari, ex-instituteur, échelle 7, 6 ^e échelon (éducation nationale) (indice réel 260).	205484	33,75/50	1 ^{er} -2-1975.	
Allami Rkia, veuve El Jaouani Mohamed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (intérieur) (indice réel 122).	205485	53,75/50	1 ^{er} -8-1974.	
M. Talmi Rahal (M ^{re} SOM 610.000).	Ex-agent de service, échelle 1, 5 ^e échelon (agriculture) (indice 116).	205486	100	1 ^{er} -7-1972.	
M ^{mes} Dendan Rahma, veuve El Qarjani Mohamed.	Le mari, ex-gardien de la paix, échelle 4, 7 ^e échelon (sûreté nationale) (indice réel 171).	205487	30/50 Rente d'invalidité	1 ^{er} -1-1975.	
Laraqui Houssaini Maria, veuve Es-Soudi El Korachi Abdelkrim.	Le mari, ex-cadi de 1 ^{re} classe, 2 ^e échelon (justice) (indice réel 473).	205488	100/50 % 76/50	1 ^{er} -5-1975.	Réversion de la pension civile n° 19237 insérée au « Bulletin officiel » n° 2729, du 17 février 1965 (décret du 2 février 1965).
Fatna bent Bouchaïb, veuve Fikri Ahmed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (intérieur) (indice réel 124).	205489	63,75/50	1 ^{er} -3-1975.	Réversion de la pension civile n° 204401 insérée au « Bulletin officiel » n° 3256, du 26 mars 1975 (arrêté n° 133 du 20 janvier 1975).
Lamghari Hilma, veuve Jaït Mohamed.	Le mari, ex-instituteur, échelle 7, 4 ^e échelon (éducation nationale) (indice réel 225).	205490	27,50/50	1 ^{er} -4-1975.	
<i>Pension civile déjà concédée et faisant l'objet de révision.</i>					
Darssi M'Barka, veuve Kharraze Mustapha.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (P.T.T.) (indice réel 126).	204414	67,50/50	1 ^{er} -7-1974.	Pension civile déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 3256, du 26 mars 1975 (arrêté n° 133 du 20 janvier 1975).

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, ÉCHELLE ET ÉCHELON	NUMÉRO d'inscription	% des pensions	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
<i>Rectificatif.</i>					
<i>Au lieu de :</i> M ^{me} Idrissi Yahyaoui Zhor, veuve Slimani Bouchta.	Le mari, ex-sous-brigadier, échelle 5, 8 ^e échelon (sûreté nationale) (indice réel 192).	205201	30/50	1 ^{er} -11-1974.	Pension civile déjà concédée par l'arrêté n° 162 du 17 jourmada II 1395 (28 juin 1975).
<i>Lire :</i> M ^{me} Idrissi Yahyaoui Zhor, veuve Slimani Bouchta.	Le mari, ex-sous-brigadier, échelle 5, 8 ^e échelon (sûreté nationale) (indice réel 192).	205201	30/50 Rente d'invalidité : 100/50 %	1 ^{er} -11-1974.	id.

Par arrêté du ministre des finances n° 173 du 19 ramadan 1395 (26 septembre 1975) sont concédées et inscrites au grand livre des pensions civiles, les pensions énoncées au tableau ci-après.

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, ÉCHELLE et échelon	NUMÉRO d'inscription	% des pensions	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
MM. Gueznaï Mohammed (M ^e SOM 423.735).	Ex-agent de service, échelle 1, échelon exceptionnel (finances) (indice réel 131).	205491	45	1 ^{er} -1-1975.	
Belhouari Benachir (M ^e SOM 400.798).	Ex-substitut, 7 ^e échelon (justice) (indice réel 472).	205492	93,75	1 ^{er} -1-1975.	
El Ghabzourj Hammou (M ^e SOM 503.943).	Ex-juge, 7 ^e échelon (justice) (indice réel 472).	205493	75	1 ^{er} -1-1975.	
Abali Moha (M ^e SOM 404.883).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 126).	205494	100	1 ^{er} -1-1975.	
Achaq Mohamed (M ^e SOM 493.155).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 126).	205495	80	1 ^{er} -1-1975.	
Belaragui Sellam (M ^e SOM 434.932).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 126).	205496	97,50	1 ^{er} -1-1975.	
Bia M'Barek (M ^e SOM 416.971).	Ex-agent de service, échelle 1, 7 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 122).	205497	92,50	1 ^{er} -1-1975.	
Boukarkour Mohamed (M ^e SOM 415.448).	Ex-agent de service, échelle 1, échelon exceptionnel (travaux publics) (indice réel 131).	205498	100	1 ^{er} -1-1975.	
Fouqar Mohamed (M ^e SOM 415.215).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 124).	205499	100	1 ^{er} -1-1975.	
Herisa Mohamed (M ^e SOM 415.213).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 126).	205500	100	1 ^{er} -1-1975.	
Houbad Mohamed (M ^e SOM 415.250).	Ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice réel 126).	205501	100	1 ^{er} -1-1975.	
Ihraï Ali (M ^e SOM 402.677).	Ex-agent de service, échelle 1, échelon exceptionnel (travaux publics) (indice réel 131).	205502	100	1 ^{er} -1-1975.	
Ambharref Lhoucine (M ^e SOM 451.316).	Ex-instituteur, échelle 7, 6 ^e échelon (éducation nationale, enseignement primaire) (indice réel 260).	205503	51,25	1 ^{er} -6-1975.	
M ^{me} Bourabaâ Halima (M ^e SOM 990.130).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (santé) (indice réel 124).	205504	100	1 ^{er} -1-1975.	
M. Lkaraï Ali (M ^e SOM 454.303).	Ex-agent de service, échelle 1, 6 ^e échelon (santé) (indice réel 119).	205505	52,50	1 ^{er} -1-1975.	

NOM ET PRENOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, ECHELLE et échelon	NUMÉRO d'inscription	% des pensions	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
MM. Acaïd Hassan (M ^{le} SOM 463.230).	Ex-agent de service, échelle 1, 6 ^e échelon (éducation nationale, enseignement secondaire (indice réel 119)).	205506	47,50	1 ^{er} -11-1975.	
Aoukach Brahim (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice 130).	205507	71,25	1 ^{er} -1-1973.	
Bensaber Abdesslam (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 124).	205508	80	1 ^{er} -1-1975.	
El Karzi El Houssaïne (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 124).	205509	77,50	1 ^{er} -1-1975.	
Hammami Abbès (budget autonome).	Ex-agent de service, échelle 1, 8 ^e échelon (intérieur, municipalité de Marrakech) (indice réel 124).	205510	97,50	1 ^{er} -1-1975.	
M ^{mes} Saqui Fatima, veuve Aboulmakarim Lhassan.	Le mari, ex-secrétaire-greffier principal, échelle 6, 9 ^e échelon (justice) (indice réel 249).	205511	17,50/50	1 ^{er} -2-1974.	
Saâdia bent Mohamed, veuve Alioua Larbi.	Le mari, ex-agent public de 3 ^e catégorie, échelle 4, 7 ^e échelon (intérieur) (indice 215).	205512	57,50/50	1 ^{er} -12-1972.	
Radia bent Ahmed, veuve Bajtit Salem.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (travaux publics) (indice 125).	205513	69/50	1 ^{er} -9-1973.	Réversion de la pension civile n° 22878 insérée au « Bulletin officiel » n° 2982, du 24 décembre 1969 (décret du 29 novembre 1969).
Khaouda bent Mokhtar, veuve Benrhoulza Mohamed.	Le mari, ex-huissier, échelle 1, 8 ^e échelon (justice) (indice réel 124).	205514	46,25/50	1 ^{er} -2-1975.	
Fatima bent Driss, veuve Bettahi Abdeslam.	Le mari, ex-surveillant, échelle 2, 7 ^e échelon (justice) (indice réel 144).	205515	35/50	1 ^{er} -6-1975.	Réversion de la pension civile n° 205387 concédée par l'arrêté n° 168 du 28 rejeb 1395 (20 août 1975).
Fatima bent Mohamed, veuve Bouaïssa Abdesselam.	Le mari, ex-infirmier-vétérinaire, échelle 2, 5 ^e échelon (agriculture) (indice 160).	205516	66/50	1 ^{er} -10-1972.	Réversion de la pension civile n° 25716 insérée au « Bulletin officiel » n° 3127, du 4 octobre 1972 (décret du 23 août 1972).
El Hajji Zoubida, veuve El Hajji Mohammed.	Le mari, ex-khalifa du caïd de 10 ^e catégorie (intérieur) (indice 280).	205517	21,25/25	1 ^{er} -3-1972.	
Zineb bent Dahman, veuve El Mahi Ahmed.	Le mari, ex-inspecteur divisionnaire, échelle 11, échelon exceptionnel (finances) (indice réel 704).	205518	91,25/50	1 ^{er} -10-1974.	
Ittou bent Saïh, veuve El Moumni Mohammed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 6 ^e échelon (agriculture) (indice réel 119).	205519	43,75/50	1 ^{er} -5-1975.	Réversion de la pension civile n° 200704 insérée au « Bulletin officiel » n° 3158, du 9 mai 1973 (arrêté n° 9 du 3 safar 1393 /8 mars 1973).
Orphelins (4) de El Moumni Mohammed.	Le père, ex-agent de service, échelle 1, 6 ^e échelon (agriculture) (indice réel 119).	205519 bis	43,75/50	1 ^{er} -5-1975.	id.
M ^{mes} Rajab Fatna, veuve Maâddi Abdallah.	Le mari, ex-sous-agent public hors catégorie, 6 ^e échelon (intérieur) (indice réel 130).	205520	80/50	1 ^{er} -5-1975.	Réversion de la pension civile n° 19967 insérée au « Bulletin officiel » n° 2784, du 20 octobre 1965 (décret du 27 septembre 1965).
Fatima bent Mohammed, veuve Maftah Abdelkader.	Le mari, ex-agent des lignes, échelle 3, 6 ^e échelon (P.T.T.) (indice réel 153).	205521	40/50	1 ^{er} -3-1975.	
Orphelins (2) de Taleb Latifa.	La mère, ex-agent public de 3 ^e catégorie, échelle 4, 5 ^e échelon (défense) (indice réel 154).	205522	42,50/50	1 ^{er} -2-1975.	

NOM ET PRENOMS DU RETRAITE	ADMINISTRATION, GRADE, ECHELLE et échelon	NUMERO d'inscription	% des pensions	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
M ^{mes} Benderdouch Fatima, veuve Maroufi Kassem.	Le mari, ex-brigadier, 3 ^e échelon (sûreté nationale) (indice réel 138).	205523	44/50	1 ^{er} -11-1974.	Réversion de la pension civile n° 18508 insérée au « Bulletin officiel » n° 2625, du 15 février 1963 (décret du 10 janvier 1963).
Bouchouka Rkia, veuve Nabif Bouazza.	Le mari, ex-agent de bureau, échelle 2, 8 ^e échelon (justice) (indice réel 148).	205524	38,75/50	1 ^{er} -6-1974.	
Benabdelmoumene Aïcha, veuve Ouarab Mohammed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (P.T.T.) (indice réel 126).	205525	55/50	1 ^{er} -12-1974.	Réversion de la pension civile n° 25395 insérée au « Bulletin officiel » n° 3110, du 7 juin 1972 (décret du 21 février 1972).
Britel Maria, veuve Salmi El Mekki.	Le mari, ex-secrétaire, échelle 5, 7 ^e échelon (intérieur) (indice réel 183).	205526	60/50	1 ^{er} -2-1975.	
El Mahjoub Alia, veuve Souni Mustafa Mohamed.	Le mari, ex-chaouch de 3 ^e classe (finances) (indice réel 113).	205527	36/50	1 ^{er} -6-1975.	Réversion de la pension civile n° 18958 insérée au « Bulletin officiel » n° 2699 du 22 juin 1964 (décret du 9 juin 1964).
Berraho Saâdia, veuve Youssi Toumi.	Le mari, ex-instituteur, échelle 7, 2 ^e échelon (éducation nationale) (indice réel 193).	205528	33,50/50	1 ^{er} -3-1975.	
Zahri Jemaâ, veuve Edhakir Mohammed.	Le mari, ex-agent de service, échelle 1, 9 ^e échelon (P.T.T.) (indice réel 126).	205529	66,25/50	1 ^{er} -3-1975.	
<i>Rectificatif.</i>					
<i>Au lieu de :</i>					
<i>Annulation de pension.</i>					
M. Ouajjou Mohamed.	Ex-instituteur, échelle 7, 9 ^e échelon (éducation nationale) (indice 345).	202763	87,50	1 ^{er} -10-1972.	Pension civile déjà insérée au « Bulletin officiel » n° 3281, du 30 avril 1975 (arrêté n° 139 du 18 février 1975).
<i>Lire :</i>					
Néant.					

Concession de pensions

Par arrêté du ministre des finances n° 18 du 9 chaabane 1395 (18 août 1975) sont concédées et inscrites au grand livre des pensions des personnels d'encadrement et de rang des forces auxiliaires, les pensions énoncées au tableau ci-après :

NOMS ET PRÉNOMS	GRADE ET ECHELON	NUMERO d'inscription	POURCENTAGE	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
MM. Agoud Moha.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400851	63,75	1 ^{er} -10-1974.	
Oulidi Mohamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400852	65	1 ^{er} -10-1974.	
Jamali Mohamed.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400853	51,25	1 ^{er} -10-1974.	
Ouihlaban Hammou.	Ex-brigadier, 4 ^e échelon (indice 139).	400854	65	1 ^{er} -10-1974.	
Babri Lahcen ou Mimoun.	Ex-brigadier, 4 ^e échelon (indice 139).	400855	60	1 ^{er} -10-1974.	
El Mokaddam Abdesselam.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400856	45	1 ^{er} -10-1974.	
Sbitri Mohammed.	Ex-brigadier-chef, 4 ^e échelon (indice 151).	400857	67,50	1 ^{er} -10-1974.	
Matqal Larbi.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400858	63,75	1 ^{er} -10-1974.	
Aqqaoui Mimoun.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400859	82,50	1 ^{er} -10-1974.	
El Missi Mohamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400860	92,50	1 ^{er} -10-1974.	
Boutaqa Ali.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400861	65	1 ^{er} -10-1974.	
Meskar Alla.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400862	100	1 ^{er} -10-1974.	
Oulebgha Lahcen.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400863	67,50	1 ^{er} -10-1974.	
Tahir Mohammed.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400864	46,25	1 ^{er} -10-1974.	
Boublal Mimoun.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400865	50	1 ^{er} -10-1974.	
Benmis Mohammed.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400866	51,25	1 ^{er} -10-1974.	
Chaker Mohammed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400867	76,25	1 ^{er} -10-1974.	
Ajrir Mohammed.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400868	45	1 ^{er} -10-1974.	
Boutassa Ahmed.	Ex-brigadier-chef, 4 ^e échelon (indice 151).	400869	100	1 ^{er} -10-1974.	
Sobh Abbès.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400870	52,50	1 ^{er} -10-1974.	
Betouli Ahmed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400871	67,50	1 ^{er} -10-1974.	
Ben Hachem Moulay Taki.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400872	81,25	1 ^{er} -10-1974.	
Kejitaoui Ahmed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400873	77,50	1 ^{er} -10-1974.	
Boukbir Hssaïn.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400874	66,25	1 ^{er} -10-1974.	
Ouadada Hsayn.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400875	75	1 ^{er} -10-1974.	
Moumen Hammou.	Ex-brigadier-chef, 4 ^e échelon (indice 151).	400876	61,25	1 ^{er} -10-1974.	
Sbaysi Driss.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400877	45	1 ^{er} -10-1974.	
Izid Ider.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400878	40	1 ^{er} -10-1974.	
Anfif Lahsen.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400879	47,50	1 ^{er} -10-1974.	
El Fergougui Abdesselam.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400880	46,25	1 ^{er} -10-1974.	
Aânane Mohammed.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400881	45	1 ^{er} -10-1974.	
Ouberri Hammou ou Alla.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400882	66,25	1 ^{er} -10-1974.	
Boujellal M'Barek.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400883	70	1 ^{er} -10-1974.	
El Hajri Abdallah.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400884	52,50	1 ^{er} -10-1974.	
Belemsaggam Mouloud.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400885	66,25	1 ^{er} -10-1974.	
Bnoun Haddou.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400886	58,75	1 ^{er} -10-1974.	
Kadiri Omar.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400887	92,50	1 ^{er} -10-1974.	
Bahammi Mouloud.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400888	68,75	1 ^{er} -10-1974.	
Hillal Abdallah.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400889	61,25	1 ^{er} -10-1974.	
El Bali El Haj.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400890	41,25	1 ^{er} -10-1974.	
Lakrimi Mustapha.	Ex-mokhazni, 8 ^e échelon (indice 124).	400891	38,75	1 ^{er} -10-1974.	
Gountiti Lhoussine.	Ex-brigadier, 4 ^e échelon (indice 139).	400892	60	1 ^{er} -10-1974.	
Kechtam Ayachi.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400893	58,75	1 ^{er} -10-1974.	
Abdelmalki Mohammed.	Ex-brigadier-chef, 3 ^e échelon (indice 146).	400894	46,25	1 ^{er} -10-1974.	
Nouina Mohammed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400895	86,25	1 ^{er} -10-1974.	
Riak Haddou.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400896	62,50	1 ^{er} -10-1974.	
Chaddad Lahcen.	Ex-brigadier, 4 ^e échelon (indice 139).	400897	61,25	1 ^{er} -10-1974.	
Dinial M'Hamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400898	61,25	1 ^{er} -10-1974.	
Boufour Ba-Houssa.	Ex-brigadier-chef, 4 ^e échelon (indice 151).	400899	60	1 ^{er} -10-1974.	
Kezzi Abdesslam.	Ex-brigadier, 4 ^e échelon (indice 139).	400900	100	1 ^{er} -10-1974.	

Par arrêté du ministre des finances n° 19 du 9 chaabane 1395 (18 août 1975) sont concédées et inscrites au grand livre des pensions des personnels d'encadrement et de rang des forces auxiliaires, les pensions énoncées au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	GRADE ET ECHELON	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE	JOUISSANCE	OBSERVATIONS
MM. Abannach M'Feddal.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400901	72,50	1 ^{er} -10-1974.	
Aït Hamid Moha.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400902	62,50	1 ^{er} -10-1974.	
Aït Taleb Lahoussaine.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400903	98,50	1 ^{er} -10-1974.	
Akib Abdesselam ben Mohamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400904	63,75	1 ^{er} -10-1974.	
Amjane Ali.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400905	70	1 ^{er} -10-1974.	
Amtot Ahmed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400906	68,75	1 ^{er} -10-1974.	
Asserraji Naceur.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400907	58,75	1 ^{er} -10-1974.	
Ayalmam Ali.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400908	81,25	1 ^{er} -10-1974.	
Baddour M'Hamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400909	56,25	1 ^{er} -10-1974.	
Bajji Mohamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400910	82,50	1 ^{er} -10-1974.	
Barista Mohammed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400911	82,50	1 ^{er} -10-1974.	
Belassad Omar.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400912	56,25	1 ^{er} -10-1974.	
Ben Hachem Moulay Abderrahmane.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400913	100	1 ^{er} -10-1974.	
Biabi M'Hamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400914	85	1 ^{er} -10-1974.	
Bouagar Bouchta.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400915	90	1 ^{er} -10-1974.	
Bouddine Lahcen.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400916	88,75	1 ^{er} -10-1974.	
Boulagsoa Omar.	Ex-brigadier, 4 ^e échelon (indice 139).	400917	87,50	1 ^{er} -10-1974.	
Boutazoult ou Ali ou Mohamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400918	53,75	1 ^{er} -10-1974.	
Chebbaki Abbès.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400919	72,50	1 ^{er} -10-1974.	
Chibi Ali.	Ex-brigadier, 4 ^e échelon (indice 139).	400920	81,25	1 ^{er} -10-1974.	
Chrit Kaddour.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400921	47,50	1 ^{er} -10-1974.	
El Hor Hssaine.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400922	58,75	1 ^{er} -10-1974.	
Errouaye Mohamed.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400923	46,25	1 ^{er} -10-1974.	
Ettaje Mohamed.	Ex-brigadier-chef, 4 ^e échelon (indice 151).	400924	76,25	1 ^{er} -10-1974.	
Fahmi Ahmed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400925	76,25	1 ^{er} -10-1974.	
Rachih Mohamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400926	63,75	1 ^{er} -10-1974.	
Moucafi Mohammed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400927	55	1 ^{er} -10-1974.	
Faqr Abdesslam.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400928	65	1 ^{er} -10-1974.	
Gabou Mohamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400929	73,75	1 ^{er} -10-1974.	
Ghazioui Hammou.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400930	56,25	1 ^{er} -10-1974.	
Hammouri Qacem.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400931	68,75	1 ^{er} -10-1974.	
Hezzou Lahoucine.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400932	55	1 ^{er} -10-1974.	
Imli Ahmed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400933	56,25	1 ^{er} -10-1974.	
Kensous Mohamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400934	77,50	1 ^{er} -10-1974.	
Kherif Ali.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400935	61,25	1 ^{er} -10-1974.	
Lebiyad Jilali.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400936	63,75	1 ^{er} -10-1974.	
Lemzouri Mohamed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400937	58,75	1 ^{er} -10-1974.	
Louzi Ali.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400938	73,75	1 ^{er} -10-1974.	
Machrak Abdesselam.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400939	91,25	1 ^{er} -10-1974.	
Mohammed ou Amar Jilali.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400940	41,25	1 ^{er} -10-1974.	
Nasslahsen Lahcen.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400941	62,50	1 ^{er} -10-1974.	
Ouafki Mfaddal.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400942	61,25	1 ^{er} -10-1974.	
Ouardafi El Khammar.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400943	87,50	1 ^{er} -10-1974.	
Rahmani Ali.	Ex-brigadier, 4 ^e échelon (indice 139).	400944	77,50	1 ^{er} -10-1974.	
Rhedach Houssine.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400945	48,75	1 ^{er} -10-1974.	
Sadik M'Barek.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400946	80	1 ^{er} -10-1974.	
Targui Belkhir.	Ex-mokhazni, 9 ^e échelon (indice 126).	400947	43,75	1 ^{er} -10-1974.	
Tibari Mohammed.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400948	65	1 ^{er} -10-1974.	
Aâchak Moha.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400949	73,75	1 ^{er} -10-1974.	
Ahadji Abdelkader.	Ex-mokhazni, 10 ^e échelon (indice 128).	400950	80	1 ^{er} -10-1974.	

AVIS ET COMMUNICATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES

DIVISION DES IMPÔTS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 22 HIJA 1395 CORRESPONDANT AU 25 DÉCEMBRE 1975. — *Impôt sur les bénéfices professionnels* : Oujda-Ville nouvelle, émissions n°s 14, 18 de 1971, 13, 14, 15, 19 de 1972, 13, 16, 20 de 1973, 17, 21 de 1974 et 22 de 1975 ; Oujda-Médina, émissions n°s 9 de 1972, 11, 12 de 1973 et 5 de 1974 ; Oujda-Bab-El-Gharbi, Sidi-Kacem, Casablanca-Sidi-Othmane, Casablanca-Beauséjour et Larache, émission n° 11 de 1972 ; Berkane, émissions n°s 12 de 1971, 12 et 13 de 1973 ; Taourirt, émissions n°s 8 et 9 de 1973 ; Jerada, Sefrou et Tiflet, émissions n°s 8 et 10 de 1972 ; Fès-Ville nouvelle, émissions n°s 12, 14, 17 de 1972, 22 de 1973 et 24 de 1974 ; Fès-Batha, émissions n°s 12 de 1972, 11 et 12 de 1972 ; Fès-Aïn-Kadous, émissions n°s 13 de 1970, 12 de 1971, 8 et 13 de 1972 ; Fès-Fekharine, émission n° 13 de 1972 ; Meknès-Batha, émissions n°s 8, 19 de 1971, 9, 16, 17 de 1972 et 10 de 1973 ; Meknès-Médina, émissions n°s 13 de 1972 et 16 de 1973 ; Meknès-Ryad, émissions n°s 10, 12 et 13 de 1972 ; Taza, émission n° 3 de 1973 ; Azrou, Souk-el-Arbâa, Essaouira-Recette-municipale et Al Hoceima, émission n° 10 de 1972 ; Khenifra, Inezgane et Tétouan-Bab-Tout, émission n° 12 de 1972 ; Ksar-es-Souk, émissions n°s 8 et 9 de 1972 ; Erfoud, Kasba-Tadla, Marrakech-Bab-Doukkala, Taroudannt et Oula-Teïma, émission n° 8 de 1972 ; Kenitra-Médina, émissions n°s 10 et 15 de 1972 ; Rabat-Ville, émissions n°s 33 de 1971, 21, 22, 23, 24, 25, 34 de 1972, 15, 35 de 1973, 5^{ter}, 66, 99 de 1974 et 98 de 1975 ; Rabat-Océan, émissions n°s 11, 12, 14, 15, 16 de 1972, 9, 10 de 1973, 8 de 1974 et 2 bis de 1975 ; Rabat-Cité-Mabella, émissions n°s 10, 14, 15 et 16 de 1972 ; Rabat-Yacoub-El-Mansour, émissions n°s 7, 9 de 1972 et 18 de 1975 ; Salé-Recette-municipale, émissions n°s 12, 13, 14 de 1972 ; Salé-Tabriquet, émissions n°s 7 et 10 de 1972 ; Casablanca-Sidi-Belyout, émissions n°s 17, 25 de 1971, 9, 14, 15, 17, 20, 47 de 1972, 11, 48 de 1973, 5^{ter}, 49, 51 de 1974, 50 et 52 de 1975 ; Casablanca-Roches-Noires, émissions n°s 13, 14, 15, 16 de 1972 et retenue à la source de 1971 ; Casablanca-Cité-Mohammedia, émissions n°s 14, 15, 16 de 1972, 141 de 1974, 23 de 1975 et retenue à la source de 1971 ; Casablanca-Derb-Sidna, émissions n°s 10, 12, 14 de 1972, 110 de 1974 et 109 de 1975 ; Casablanca-Aïn-Chok, émission n° 13 de 1972 ; Casablanca-Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 7, 80, 84 de 1971, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 18, 22, 42, 76, 81, 85 de 1972, 6, 9, 43, 77, 82, 86 de 1973, 10, 44, 78, 79, 83, 87 de 1974, 11 et 88 de 1975 ; Casablanca-Mâarif, émissions n°s 11, 13, 16, 18, 59, 61, 65 de 1972, 19, 62, 66, 73 de 1973, 20, 63, 67 de 1974, 58, 64 et 68 de 1975 ; Casablanca-Beauséjour, émission n° 17 de 1971 ; Casablanca-Oued-El-Makhazine, émissions n°s 12, 13, 14, 15, 52 de 1972, 53 de 1973, 54 de 1974 et 55 de 1975 ; Casablanca-El-Fida, émissions n°s 9 et 13 de 1972 ; Casablanca-Bourgogne, émissions n°s 4 de 1971, 5, 13, 14, 15 de 1972, 6, 7 de 1973, 34 de 1974 et 40 de 1975 ; Mohammedia, émissions n°s 13 et 15 de 1972 ; Oued-Zem, émission n° 7 de 1972 ; Azemmour, Azilal et El-Kelâa-des-Srarhna, émission n° 9 de 1972 ; Safi-Centre, émissions n°s 9, 10, 12, 13 de 1972, 2 de 1974, 1, 39 et 40 de 1975 ; Safi-Recette-municipale, émissions n°s 10, 11, 12 et 13 de 1972 ; Essaouira-Ville nouvelle, émissions n°s 12 et 13 de 1972 ; Marrakech-Guéliz, émissions n°s 19, 31 de 1971, 18, 32, 34 de 1972, 16, 35 de 1973, 36 de 1974 et 33 de 1975 ; Marrakech-Médina, émissions n°s 9, 10 et 14 de 1972 ; Marrakech-Arsèt-Lemâach, émission n° 16 de 1972 ; Agadir, émissions n°s 10 et 13 de 1972 ; Tanger-Médina, émission n° 24 de 1975 ; Tanger-Recette-municipale, émissions n°s 15, 16 de 1972, 11 de 1973, 24 de 1974 et 44 de 1975 ; Tétouan-Al-Adala,

émissions n°s 12 et 13 de 1972 ; Larache, émission n° 16 de 1974 ; Ksar-el-Kebir, émissions n°s 2, 9 de 1972, 3 de 1973 et 4 de 1974.

LE 22 HIJA 1395 CORRESPONDANT AU 25 DÉCEMBRE 1975. — *Taxe urbaine* : Oujda-Médina, Fès-Ville nouvelle, Meknès-Ryad, Kenitra-Recette-municipale, Casablanca-Roches-Noires, Casablanca-Sidi-Belyout, Casablanca-Cité-Mohammedia, El-Jadida-Plateau et Marrakech, émission n° 5 de 1972 ; Fès-Batha, Sefrou, Taza, midelt, Salé-Recette-municipale, Salé-Tabriquet, Casablanca-Bourgogne, Beni-Mellal, Safi-Centre et Tanger-Médina, émission n° 4 de 1972 ; Meknès-Batha, Azemmour, émissions n°s 3 et 5 de 1972 ; El-Hajeb et Ksar-es-Souk, émission n° 3 de 1972 ; Khenifra, émission n° 2 de 1972 ; Rabat-Cité-Mabella, émissions n°s 3 et 6 de 1972 ; Casablanca-Place-des-Nations-Unies, Safi-Recette-municipale, émissions n°s 3 et 4 de 1972 ; Casablanca-Mâarif, émissions n°s 5 et 6 de 1972 ; Casablanca-Beauséjour, émissions n°s 2 et 5 de 1972 ; Tanger-Recette-municipale, émissions n°s 4 et 5 de 1972 ; Ksar-el-Kebir, émissions n°s 2 et 3 de 1972.

LE 22 HIJA 1395 CORRESPONDANT AU 25 DÉCEMBRE 1975. — *Impôt des patentes* : Oujda-Médina, émissions n°s 5, 6 et 8 de 1972 ; Oujda-Bab-El-Gharbi, Fès-Fekharine, émission n° 7 de 1972 ; Oujda-Médina, Kenitra-Recette-municipale, Casablanca-Sidi-Othmane, Khouribga et Beni-Mellal-Ancienne-Médina, émission n° 6 de 1972 ; Berkane, Essaouira-Ville nouvelle et Marrakech-Bab-Doukkala, émission n° 5 de 1972 ; Taourirt, Sidi-Slimane et Souk-Sebt-Oulad-Nemma, émission n° 2 de 1972 ; Fès-Ville nouvelle, émissions n°s 5 et 7 de 1972 ; Fès-Batha, émissions n°s 3 et 5 de 1972 ; Fès-Aïn-Kadous, Erfoud, Souk-el-Arbâa-du-Rharb, Ouezzane, Rabat-Yacoub-El-Mansour, Rommani, Tiflet, Ben-Slimane, El-Kelâa-des-Srarhna, Aït-Ouir et Asilah, émission n° 3 de 1972 ; Meknès-Batha, émissions n°s 4, 7, 8 et 9 de 1972 ; Meknès-Médina, émissions n°s 2, 6, 7 et 8 de 1972 ; Meknès-Ryad, Salé-Tabriquet, Casablanca-Beauséjour, Ben-Guerir et Tanger-Médina, émissions n°s 4 et 5 de 1972 ; El-Hajeb, Ksar-es-Souk, Berrechid, Sidi-Bennour et Ouarzazate, émissions n°s 3 et 4 de 1972 ; Azrou, Midelt, Khenifra, Had-Kourt, Salé-Recette-municipale, Khemissèt, Casablanca-Aïn-Chok, Benahmed, Safi-Centre, Youssoufia, Tiznit, Tanger-Recette-municipale et Ksar-el-Kebir, émission n° 4 de 1972 ; Kenitra-Médina, Rabat-Océan, Casablanca-Bourgogne et Safi-Recette-municipale, émissions n°s 3, 4 et 5 de 1972 ; Sidi-Kacem, Casablanca-Mâarif, émissions n°s 5, 6 et 7 de 1972 ; Rabat-Ville, Casablanca-Cité-Mohammedia, Casablanca-Derb-Sidna, émissions n°s 4, 5 et 6 de 1972 ; Rabat-Cité-Mabella, émissions n°s 2, 6 et 7 de 1972 ; Casablanca-Roches-Noires, émissions n°s 6 et 7 de 1972 ; Casablanca-Sidi-Belyout et Casablanca-Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 4, 5, 6 et 7 de 1972 ; Casablanca-Oued-El-Makhazine, émissions n°s 5, 6, 8 et 9 de 1972 ; Mohammedia, émissions n°s 2, 3, 4, 6, 7, 8 et 9 de 1972 ; Settat, émissions n°s 5 et 6 de 1972 ; El-Jadida-Plateau, émissions n°s 3, 8 et 9 de 1972 ; Azemmour, émissions n°s 2, 3 et 5 de 1972 ; Marrakech-Guéliz, émissions n°s 7 et 8 de 1972 ; Marrakech-Médina, émissions n°s 3, 4 et 7 de 1972 ; Marrakech-Arsèt-Lemâach, émissions n°s 2, 3, 4 et 5 de 1972 ; Tétouan-Al-Adala, émission n° 8 de 1972 ; Larache, émissions n°s 2, 4 et 5 de 1972 ; Nador, émissions n°s 3, 5, 6 et 7 de 1972 ; Casablanca-El-Fida, émissions n°s 4 et 5 de 1972.

LE 22 HIJA 1395 CORRESPONDANT AU 25 DÉCEMBRE 1975. — *Taxe de licence* : Meknès-Batha, Kenitra-Recette-municipale, Kenitra-Médina, Sidi-Slimane, Khemissèt, Casablanca-Roches-Noires et Marrakech-Médina, émission n° 2 de 1972 ; Casablanca-Bourgogne, émissions n°s 2, 3 et 4 de 1972 ; El-Jadida-Plateau, émission n° 4 de 1972.

LE 22 HIJA 1395 CORRESPONDANT AU 25 DÉCEMBRE 1975. — *Prélèvement sur les traitements et salaires* : Fès-Ville nouvelle, émissions n°s 10 de 1971, 11 de 1972, 2 et 3 de 1974 ; Sefrou, émission n° 2 de 1971 ; Taza, émission n° 3 de 1971 ; Meknès-Batha, émissions n°s 6 de 1972 et 2 de 1974 ; Rabat-Ville, émissions n°s 9, 11 de 1971, 9 de 1972, 2, 3 de 1974 et 2 de 1975 ; Rabat-Océan, émission n° 7 de 1972 ; Rabat-Cité-Mabella,

émissions n°s 7 de 1971, 1972 et 3 de 1974 ; Rabat—Yacoub-El-Mansour, émissions n°s 5 de 1972 et 2 de 1974 ; Salé—Recette-municipale, émission n° 3 de 1972 ; Casablanca—Roches-Noires, émissions n°s 12 de 1971, 8, 9 et 11 de 1972 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émissions n°s 11, 12 de 1971, 4, 7, 8, 9 de 1972, 2 et 6 de 1974 ; Casablanca—Cité-Mohammedia, émissions n°s 1, 4, 5, 6 de 1972 et 2 de 1974 ; Casablanca—Derb-Sidna, émissions n°s 9 et 10 de 1972 ; Casablanca—Ain-Chok et Essaouira—Recette-municipale, émission n° 2 de 1972 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 9 de 1971, 5, 6, 7, 9 de 1972, 3 de 1973, 2, 9 de 1974 et 5 de 1975 ; Casablanca—Mâarif, émissions n°s 10 de 1971, 6, 8 de 1972, 8 de 1973, 2, 3 de 1974 et 1 de 1975 ; Casablanca—El-Fida et Taroudannt, émission n° 6 de 1972 ; Casablanca—Beauséjour, émission n° 10 de 1972 ; Casablanca—Oued-El-Makhazine, émissions n°s 3 de 1971, 3 et 10 de 1972 ; Casablanca—Bourgogne, émissions n°s 6, 10 de 1971, 5 de 1972, 1973 et 1 de 1975 ; Safi-Centre, émissions n°s 12 de 1971, 10, 12 de 1972 et 7 de 1973 ; Safi—Recette-municipale, émissions n°s 1 et 3 de 1972 ; Essaouira-Ville nouvelle, émissions n°s 10 de 1971 et 11 de 1972 ; Marrakech—Guéliz, émission n° 13 de 1972 ; Marrakech—Médina, émission n° 7 de 1972 ; Marrakech—Arsèt-Lemâach, émission n° 4 de 1972 ; Agadir, émissions n°s 15, 17 de 1972, 11 de 1973, 5 et 7 de 1974 ; Tiznit, émission n° 1 de 1971 et 1972 ; Tétouan—Al-Adala, émissions n°s 6, 8 de 1972 et 4 de 1973 ; Tétouan—Bab-Tout, émission n° 2 de 1974 ; Tétouan—Bab-Rouah, émissions n°s 1 et 2 de 1974 ; Chaouèn, émission n° 1 de 1974 ; Larache, émissions n°s 6 de 1971, 3 et 4 de 1972.

LE 22 HIJA 1395 CORRESPONDANT AU 25 DÉCEMBRE 1975. — *Contribution complémentaire* : Oujda-Ville nouvelle, émissions n°s 5 de 1973 et 26 de 1975 ; Oujda-Médina, émission n° 5 de 1973 ; Oujda—Bab-El-Gharbi, émissions n°s 37 de 1974 et 38 de 1975 ; Berkane, émission n° 6 de 1972 ; Fès-Ville nouvelle, émissions n°s 9, 20, 24, 28 de 1972, 21, 25, 29 de 1973, 22, 26 de 1974, 23 et 27 de 1975 ; Fès-Batha, émissions n°s 7, 8, 9, 10 de 1972, 3 de 1974 et 4 de 1975 ; Fès—Ain-Kadous, émissions n°s 9 de 1972 et 2 de 1975 ; Fès-Fekharine, émission n° 10 de 1972 ; Sefrou, Khenifra, Marrakech—Guéliz et Marrakech—Médina, émission n° 8 de 1972 ; Meknès-Batha, émissions n°s 8, 9, 11 de 1972 et 5 de 1973 ; Meknès-Ryad, émission n° 9 de 1972 ; El-Hajeb, émissions n°s 6, 8 de 1972 et 5 de 1973 ; Azrou, émissions n°s 7 de 1972 et 5 de 1973 ; Ksar-es-Souk, Erfoud, Souk-el-Arbâa-du-Rharb, Kasba-Tadla, Fkih-ben-Salah, Souk-Sebt-Oulad-Nemma, Azilal, Azemmour, Sidi-Bennour, Ouarzazate et Tiznit, émission n° 7 de 1972 ; Kenitra—Recette-municipale, émissions n°s 9 de 1972, 20 de 1974, 18 et 19 de 1975 ; Sidi-Kacem et Ouezzane, émission n° 7 de 1973 ; Rabat-Ville, émissions n°s 9, 10, 11 et 12 de 1972 ; Rabat-Océan, Salé—Recette-municipale, émissions n°s 9, 10 et 11 de 1972 ; Rabat—Cité-Mabella, émissions n°s 9, 10, 11, 12 et 13 de 1972 ; Rabat—Yacoub-El-Mansour, émissions n°s 8, 9 et 10 de 1972 ; Salé—Tabriquet, émission n° 9 de 1972 ; Casablanca—Roches-Noires, émissions n°s 8, 9 de 1972, 5 de 1973, 144 et 145 de 1975 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émissions n°s 8, 9, 125 de 1972, 5 de 1973, 26 et 61 de 1975 ; Casablanca—Cité-Mohammedia, émissions n°s 8, 9 de 1972 et 105 de 1975 ; Casablanca—Derb-Sidna, émissions n°s 8, 16 de 1972 et 15 de 1975 ; Casablanca—Sidi-Othmane, émission n° 8 de 1972 ; Casablanca—Ain-Chok, émissions n°s 3 et 8 de 1972 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 5, 9, 28, 33, 63, 67 de 1972, 10, 29, 64, 68 de 1973, 11, 30, 65, 69 de 1974, 31, 32, 66 et 70 de 1975 ; Casablanca—Mâarif, émissions n°s 7, 9, 22, 142, 152, 156, 161 de 1972, 21, 140, 143, 147, 153, 157, 159 de 1973, 20, 144, 151, 154, 158, 160 de 1974, 19, 139, 141, 148, 150 et 155 de 1975 ; Casablanca—El-Fida, émissions n°s 7, 8 et 9 de 1972 ; Casablanca—Beauséjour, émissions n°s 9, 36 de 1972 et 25 de 1975 ; Casablanca—Oued-El-Makhazine, émissions n°s 8, 9, 32 de 1972, 33 de 1973, 30, 34 de 1974, 31 et 35 de 1975 ; Casablanca—Bourgogne, émissions n°s 9, 47, 49, 51, 60 de 1972, 52, 57 de 1973, 43, 45, 53, 55, 58 de 1974, 42, 44, 46, 48, 50, 54, 56 et 59 de 1975 ; Mohammedia, émissions n°s 8 de 1972, 11 de 1974, 10, 12 et 13 de 1975 ; Safi-Centre, émissions n°s 10, 11 de 1972, 26, 27 et 28 de 1975 ; Safi—Recette-municipale, Marrakech—Bab-Doukkala, Marrakech-

Arsèt-Lemâach et Inezgane, émissions n°s 7 et 8 de 1972 ; Yousoufia, émissions n°s 8 et 10 de 1972 ; Essaouira-Ville nouvelle, émission n° 10 de 1972 ; Agadir, émissions n°s 8, 9 de 1972 et 13 de 1973 ; Tanger—Médina, émissions n°s 34, 35 de 1974 et 36 de 1975 ; Tanger—Recette-municipale, émissions n°s 7, 44 de 1972, 45 de 1973, 43, 46 de 1974 et 42 de 1975 ; Larache, émissions n°s 5, 7 de 1972, 6 de 1973, 7 de 1974 et 8 de 1975 ; Nador, émissions n°s 1, 6 de 1972, 13 et 14 de 1975.

LE 22 HIJA 1395 CORRESPONDANT AU 25 DÉCEMBRE 1975. — *Réserve d'investissements* : Oujda-Ville nouvelle, émissions n°s 9 de 1972, 2 de 1973 et 27 de 1975 ; Oujda-Médina, émissions n°s 1 de 1969, 2, 3 de 1972 et 1 bis de 1975 ; Oujda—Bab-El-Gharbi, émissions n°s 3 de 1972 et 39 de 1975 ; Taourirt, émissions n°s 1 de 1972, 3 de 1972, 5 bis de 1974 et 1 bis de 1975 ; Fès-Ville nouvelle, émissions n°s 5 bis de 1974, 1 bis et 30 de 1975 ; Fès—Ain-Kadous, Sidi-Bennour et Essaouira-Ville nouvelle, émission n° 1 bis de 1975 ; Meknès-Batha, émissions n°s 13 de 1971, 1 bis et 2 ter de 1975 ; Meknès-Médina, émission n° 1 de 1973 ; Meknès-Ryad, émissions n°s 3 de 1972, 5 bis de 1974 et 1 bis de 1975 ; El-Hajeb, émissions n°s 4 de 1973, 3, 5 bis de 1974, 1 bis et 2 de 1975 ; Azrou, émission n° 2 de 1972 ; Midelt, émissions n°s 1 et 2 de 1975 ; Rabat-Ville, émissions n°s 10 de 1971, 7, 159 de 1972, 5 bis de 1974, 158 et 160 de 1975 ; Rabat-Océan, émissions n°s 5 de 1967, 6 de 1968, 1973, 7 de 1969, 8 de 1970, 10 de 1971, 9 de 1972 et 5 bis de 1974 ; Rabat—Cité-Mabella, émissions n°s 4 de 1972 et 5 de 1973 ; Salé—Recette-municipale, émission n° 4 de 1972 ; Casablanca, émissions n°s 10 de 1968, 12, 13 de 1969, 10 de 1970, 8, 9, 17 de 1971, 15 de 1972, 5 bis, 131 de 1974, 1 bis et 132 de 1975 ; Casablanca—Sidi-Belyout, émissions n°s 107 de 1970, 17, 20 de 1971, 8, 19, 20, 60, 104 de 1972, 8, 26, 105, 108 de 1973, 5 bis de 1974, 1 bis, 1 ter, 62 et 106 de 1975 ; Casablanca—Cité-Mohammedia, émissions n°s 13 de 1968, 6, 12, 137 de 1972, 8 de 1973, 1 bis et 4 de 1975 ; Casablanca—Derb-Sidna, émissions n°s 3 de 1969, 1970, 2 et 4 de 1972 ; Casablanca—Sidi-Othmane, émissions n°s 5, 6 de 1972, 1, 2 de 1973, 5 bis de 1974 et 1 bis de 1975 ; Casablanca—Place-des-Nations-Unies, émissions n°s 16 de 1970, 9, 15 de 1971, 9, 12, 13, 14 de 1972, 5 bis de 1974 et 1 bis de 1975 ; Casablanca—Mâarif, émissions n°s 145, 149 de 1972 et 1 bis de 1975 ; Casablanca—Beauséjour, émissions n°s 5 bis de 1974 et 1 bis de 1975 ; Casablanca—Oued-El-Makhazine, émissions n°s 3 de 1970, 7 de 1971, 6 de 1972 et 4 de 1973 ; Casablanca—Bourgogne, émissions n°s 14 de 1969, 15 de 1970, 4, 16 de 1971, 3, 4, 17 de 1972 et 3 de 1973 ; Mohammedia, émissions n°s 5 bis de 1974, 1 bis et 2 de 1975 ; Safi-Centre, émissions n°s 5 de 1972 ; Safi—Recette-municipale, émissions n°s 5 de 1972 et 1 bis de 1975 ; Marrakech—Guéliz, émissions n°s 20 de 1972, 21, 24, 25 de 1973, 25 de 1974, 1 bis, 22 et 26 de 1975 ; Marrakech—Médina, émissions n°s 3 et 8 de 1972 ; Marrakech—Arsèt-Lemâach, émissions n°s 10 de 1971, 11 de 1972, 12 de 1973 et 13 de 1974 ; Ouarzazate, émissions n°s 4 de 1973 et 5 de 1975 ; Agadir, émissions n°s 5 bis de 1974 et 1 bis de 1975 ; Inezgane, émission n° 1 de 1973 ; Oulad-Teima, émissions n°s 5 bis de 1974 et 1 bis de 1975 ; Tanger—Médina, émissions n°s 6 de 1971, 5 bis de 1974, 1 bis, 2 et 47 de 1975 ; Tanger—Recette-municipale, émissions n°s 5 bis, 8, 9 de 1974, 1 bis, 1 ter et 1 ter, 4 de 1975 ; Tétouan—Al-Adala, émissions n°s 22 de 1969, 19 de 1970, 14 de 1971, 4, 10 de 1972, 7 de 1973, 5 bis de 1974, 1 bis et 1 ter de 1975 ; Tétouan—Bab-Rouah, émissions n°s 5 de 1974, 6 et 7 de 1975 ; Larache, émissions n°s 8 de 1971 et 9 de 1972.

Le directeur adjoint,
chef de la division des impôts,
MEDAGHRI ALAOUI MOHAMMED.